LE JOURNAL DES TRAVAILLEURS DES INDUSTRIES DU LIVRE, DU PAPIER ET DE LA COMMUNICATION CGT • www.filpac-cgt.fr

impac

• juin-octobre 2023
CPPAP : 0715 S 07535
193
• 2,50€

PRESSE / PAGE 10
La Disparition, le petit média singulier et audacieux qui tient bon

FILIÈRE PAPIER / PAGE 14
La papeterie de Stenay sauve ses 130 emplois

HISTOIRE / PAGE 22
Il pleut sur Santiago, 11 septembre 1973, coup d'État au Chili

FILIÈRE PAPIER /
Réorganisation des groupes papetiers / Interview du secrétaire général de la Filpac CGT PAGES 4>5

"AUCUNE RÉACTION DU GOUVERNEMENT"

impac/193 sommaire

FILIÈRE PAPIER pages **4-5**
"Aucune réponse du gouvernement"

PRESSE pages **6-7**
États généraux de l'information
Urgence, ça presse

PRESSE page **8**
Communiqué fédéral
États généraux de l'information, une sélection présidentielle

PRESSE pages **10-12**
La Disparition, le petit média singulier et audacieux qui tient bon

FILIÈRE PAPIER / REPORTAGE
pages **14-16**
La papeterie de Stenay sauve ses 130 emplois

MÉDIAS pages **18-20**
24 h dans le monde selon Bolloré

LITTÉRATURE page **21**
Mon oncle Benjamin, un pavé utile

HISTOIRE / IL Y A 50 ANS
pages **22-25**
Il pleut sur Santiago, 11 septembre 1973, coup d'État au Chili

HISTOIRE / IL Y A 60 ANS
pages **26-29**
22 novembre 1963, Dallas, 12 h 30

LECTURES pages **30-31**

MUSIQUE(S) pages **32-33**
Sinsemilia
"La politique n'est pas l'apanage des partis"

BILLET D'HUMEUR (mauvaise...)
page **34**
Errance macronienne

impac n°193 – juin-octobre 2023 – CPPAP 0715 S 07535
Le journal des travailleurs des industries du Livre, du Papier et de la Communication CGT
Directeur de la publication : **Carlos Tunon**
Ont participé à ce numéro : **Jérémie Demay, Anne Duvivier, Georges Kaplan, Pascal Lefèbvre, Carlos Tunon**
Coordination : **Jérémie Demay, Pascal Lefèbvre**
Maquette, direction artistique : **Frédéric Joffre** /
Correction : **Anne Duvivier** / Photos : CGT Aquitaine (couverture), syndicats Filpac CGT, Stock, D.R. / Illustrations : **Rust** /
filpac cgt : case 426 – 263, rue de Paris – 93154 Montreuil Cedex – filpac@filpac-cgt.fr – **www.filpac-cgt.fr** –
Tél. : 01 55 82 85 74 / Imprimerie RIVET, 87000 Limoges.

La FILPAC CGT respecte les règles de triage ecocitoyen pour toutes ses publications
Cartons et emballages papier à trier

Rentrée : arrogance et mépris gouvernementaux au programme

CARLOS TUNON,
SECRÉTAIRE GÉNÉRAL DE LA FILPAC CGT

Chères et chers camarades, la rentrée nous a, comme chaque année, réservé de bonnes et de mauvaises surprises.
Du côté international, rien ne va, les conflits se multiplient partout dans le monde et les coups d'État se succèdent. Les tensions entre les pays sont à un niveau qui n'est pas sans rappeler la guerre froide.
En ce qui concerne la rentrée politique en France, que dire… Macron est toujours égal à lui-même avec son arrogance et son mépris du peuple. Les méthodes restent les mêmes. Le gouvernement, sans majorité aiguise le 49.3 pour passer en force LPFP (loi de programmation des finances publiques) et PLFSS (projet de loi de financement de la sécurité sociale). De plus en plus, on s'interroge sur l'utilité de l'Assemblée nationale, avec de telles pratiques. Le temps de mandat restant à ce gouvernement va être long pour la population, avec le risque d'une prise de pouvoir par l'extrême droite, tant l'exaspération sera forte aux prochaines élections.
Pour notre fédération, la rentrée est malheureusement dans la continuité, avec de nouveaux plans de licenciement annoncés. Si nos camarades de chez Ahlstrom, à Stenay, viennent de sauver leurs 130 emplois (voir page14), après Condat avec plus de 200 emplois menacés, c'est maintenant UPM Raflatac qui est visé, entraînant plus de 70 suppressions de postes.

“Voir Jupiter hué et sifflé devant le monde entier pendant tout son discours, de façon spontanée, par un stade bondé, renforce notre détermination.”

La presse aussi est concernée, avec des tentatives de transfert de charge de la presse quotidienne nationale vers la presse quotidienne régionale. Sur ce sujet, la position de tous les syndicats et de la fédération reste identique depuis des dizaines d'années, pas de transfert sans accord des parties et sans avoir réglé la partie sociale. La Filpac entend aussi prendre toute sa part aux États généraux de l'information, convoqués par l'Élysée, qui a bizarrement oublié d'y inviter les syndicats et d'inscrire au programme la concentration des médias, le secret des sources et des affaires… entre autres sujets qui ne retiennent pas son attention.
Nous sommes en période de renouvellement des représentants du personnel. Ce ne sont pas moins de 70 % de nos syndicats qui vont tenir leurs élections d'ici fin 2023. Cela implique aussi un suivi et une participation aux négociations de protocoles préélectoraux, par la fédération. Cette période va être déterminante pour le prochain calcul de représentativité de notre CGT.
L'activité est forte, voire très forte pour nos équipes : d'autres projets vont voir le jour prochainement, conférence sur l'intelligence artificielle, formations handicap, organisation du congrès international à Marseille.
Les temps sont durs mais il y a tout de même des moments inoubliables qui montrent que tout est possible et que nous ne sommes pas résignés malgré l'inflation et les coups bas. La cérémonie d'ouverture de la coupe du monde de rugby 2023 en a été le théâtre. Voir Jupiter hué et sifflé devant le monde entier pendant tout son discours, de façon spontanée, par un stade bondé, renforce notre détermination. ●

“AUCUNE RÉACTION DU GOUVERNEMENT”

La réorganisation sur le plan européen des groupes papetiers se déroule sur le dos des emplois français. Condat et UPM Raflatac illustrent cette tendance. Entretien avec Carlos Tunon, secrétaire général de la Filpac CGT.

PROPOS RECUEILLIS PAR JÉRÉMIE DEMAY
RUST

***Impac :* En ce moment certains capitaines des industries papetières développent une stratégie de casse de l’emploi pour accroître leurs profits en délocalisant leurs activités. Partages-tu ce constat ?**
Carlos Tunon : Oui, nous sommes dans une situation où des regroupements sont en train de s’opérer. Cela donne l’impression que les grands groupes de papetiers se répartissent les différentes fabrications, non pas sur le territoire français, mais sur l’Europe. Résultat, on assiste à des transferts de fabrication de la France vers d’autres pays avec du dumping social comme en Pologne UPM Raflatac, avec un gros transfert de la production. Autre exemple avec Condat qui transfère sur l’Italie et l’Espagne.

Les sites français sont-ils déficitaires ?
Non, si on prend l’exemple de Raflactac, ils ont gagné de l’argent en 2022. Même chose pour Condat. Leur justification économique est seulement fondée sur les résultats de 2023, qui est une mauvaise année pour l’industrie du papier à cause d’une baisse de la consommation d’un certain nombre de produits. Cette diminution peut s’expliquer par un surstockage en 2022. Les clients utilisent leurs stocks ce qui fait qu’ils commandent moins. La conjoncture économique, avec l’inflation notamment, n’aide pas non plus. Les hausses du coût de l’énergie en France pénalisent nos usines.

Pour Condat, le ministre de l’Industrie, Roland Lescure, a le dossier sur son bureau. Une rencontre a-t-elle pu être possible avec lui ?
Oui, nous avons été reçus à Bercy au début du mois d’octobre. Nous avons pu échanger avec lui et ses conseillers. Il semble d’accord avec nos arguments, mais on se retrouve devant l’incapacité à faire plier des sociétés privées. Sur ce type de dossier, l’État n’a pas de volonté. Il ne sert à rien ! Le gouvernement parle de souveraineté, de réindustrialisation, mais la limite se trouve ici. Il veut produire en France sans aucun moyen d’action sur les sociétés privées.

Ces grands groupes bénéficient régulièrement d'argent public. Condat a reçu 19 millions d'euros de la part de la région et 14 millions d'euros par l'Ademe.

Comme il ne veut pas dégainer la nationalisation, même temporairement, nous sommes coincés.

Quels seraient les autres leviers de l'État ?
Il pourrait intervenir sur les financements. Ces grands groupes bénéficient régulièrement d'argent public. Condat a reçu 19 millions d'euros de la part de la région et 14 millions d'euros par l'Ademe. Raflatac, d'après mes informations, aurait été construit quasiment exclusivement avec de l'argent public. Tous les financements de chaudières aujourd'hui, dans les usines de papier en France, sont issus de l'Ademe jusqu'à 30 % de l'investissement.

Malgré tout ça les pouvoirs publics se disent incapables d'agir ?
Oui. Les contrats liant ces sociétés sont mal rédigés. En plus, l'État n'arrive pas à les faire appliquer. Pour Condat par exemple, un contrat lie les dirigeants de l'entreprise avec la région. En contrepartie du prêt de 19 millions d'euros, qui ont permis la réalisation de gros travaux sur la ligne 8, la direction devait garantir 400 emplois sur le site. Aujourd'hui, Condat ne respecte pas ses engagements. Lectat (qui gère le site) explique qu'ils sont capables de rembourser… seulement s'ils y sont obligés. La région hésite. Pour elle, si elle exige le remboursement anticipé, elle craint d'aggraver la situation et d'accélérer la fermeture. C'est du chantage à l'emploi.

Malgré tous ces éléments du dossier, la délégation a pu rencontrer le ministre de l'Industrie. En revanche, Bruno Le Maire a laissé la porte de son bureau fermée ?
Le 11 septembre, nous avons donc rencontré Roland Lescure. Le lendemain, Sophie Binet avait rendez-vous avec Bruno Le Maire. Elle a demandé qu'une délégation de Condat soit reçue. Sur le coup, les équipes de Bruno Le Maire ont accepté, mais une heure avant, elles sont revenues sur leur décision en prétextant que le dossier était déjà pris en charge par Roland Lescure et que Bruno Le Maire ne souhaitait pas interférer dans son travail… Pendant son rendez-vous, Sophie Binet a quand même présenté le dossier. Bruno Le Maire s'est alors dit prêt à recevoir la délégation. Pour l'instant, nous n'avons eu aucun retour de sa part.

Face à ce comportement, peut-on croire Bruno Le Maire quand il parle de souveraineté économique et de sauvegarde des emplois ?
Non, ce ne sont que des belles paroles car, dans les faits, rien ne se passe.

Le site de Condat est-il condamné ?
Il existe deux options. Soit Lecta accepte de mettre en route le projet alternatif élaboré par les salariés avec l'aide de Secafi. Soit Lecta peut chercher un repreneur pour reprendre le site. Mais aujourd'hui la position du groupe est simple : il ne vend pas car, d'après lui, ça n'intéressait personne. Cependant, à titre de comparaison, la direction avait cette position sur le site de Stenay. Quand elle a proposé de vendre, elle s'est retrouvée avec dix repreneurs potentiels. Aujourd'hui, au lieu de licencier, ils sont en train de recruter. Il existe souvent des possibilités de faire autrement.

Pour UPM Raflatac, la situation est-elle similaire ?
Oui. Le volet économique présenté par la direction, aujourd'hui n'a pas de sens. La baisse annoncée de recettes est, très probablement, conjoncturelle. L'autre partie est artificielle puisqu'ils ont déjà transféré les fabrications à forte valeur ajoutée en Pologne. Sur ce dossier, il n'y a aucune réaction du gouvernement. C'est un non-sens, même sur le plan de l'écologie. Le papier sera fabriqué en France, transformé en Pologne, puis revendu en France ! C'est stupide alors que l'usine d'UPM est bien placée géographiquement.

Si les pouvoirs publics ne peuvent pas contraindre un entrepreneur privé à vendre, peuvent-ils au moins influencer d'autres points du dossier ?
La DREETS (Direction régionale de l'économie, de l'emploi, du travail et des solidarités) n'est pas dans l'obligation de valider les plans de licenciements. ●

La nationalisation au sommaire

Une conférence de presse a réuni des élus, l'intersyndicale, dont le secrétaire général de la Filpac CGT, et les représentants locaux, ainsi que les experts de Secafi… Tous avaient le même constat. Condat doit être sauvé. La stratégie du groupe Lecta est une fuite en avant pour tenter de sauver les meubles en sacrifiant le site de Dordogne. Ce cynisme fait bondir la maire, divers droite : *« Tous les ingrédients sont réunis pour réussir. Aujourd'hui, des repreneurs se sont manifestés ! »* Même s'il ne donne aucun nom, le dossier présenté par Secafi va dans le même sens. En maintenant les moyens de production actuels et en diversifiant l'activité, en développant l'activité du papier recyclé par exemple, l'usine peut être rentable. Encore faut-il que Lecta s'en sépare. Ce n'est pas dans l'intérêt du groupe espagnol déjà lourdement endetté. S'il cède Condat, il crée lui-même sa concurrence sur un marché européen déjà compliqué. Pour l'intersyndicale, Secafi, et les élus, une seule solution existe. La maire l'expose : *« Je n'ai pas honte de le dire, il faut une nationalisation temporaire. Monsieur Macron, que faites-vous ? »*
Le 11 octobre dernier, les salariés ont accepté le PSE. Si le calendrier est contraint, cela ne signifie pas que le combat doit s'arrêter. Il est possible de forcer Lecta à vendre Condat et éviter la casse sociale. Pour cela, l'État doit assumer d'entamer un bras de fer avec Lecta. En se cachant derrière le prétexte qu'il ne peut intervenir sur entreprise privée, il est complice de cette destruction. Comme le rappelait Carlos Tunon pendant la conférence de presse *« un emploi dans l'industrie soutient quatre autres emplois indirectement comme les commerces, les services, etc. »*. La main invisible des marchés peut aussi servir à mettre une claque pour réveiller les consciences. ///

ÉTATS GÉNÉRAUX DE L'INFORMATION
URGENCE, ÇA PRESSE

JÉRÉMIE DEMAY
RUST

Début octobre, l'Élysée lance les états généraux de l'information. Après la grande consultation suite aux manifestations des gilets jaunes, ou encore la convention citoyenne sur le climat, Emmanuel Macron nous a habitués à la grande esbroufe de la communication. Les médias vont mal. Les citoyens perdent confiance en les journalistes, qui eux-mêmes peinent à trouver des supports leur permettant de travailler librement. À cela s'ajoute un phénomène de concentration des médias mortifère, une justice qui bâillonne la presse, et une accumulation de lois forçant à ranger les stylos. Si ces états généraux de l'information n'aboutissent à rien, c'est un pan entier de la démocratie qui sera en danger. Il ne faut jamais perdre de vue qu'un lecteur est un électeur. Sans clé de compréhension de notre société, la citoyenneté s'égare.
C'est pourquoi la Filpac CGT met tout en œuvre pour que le chef de l'État ne transforme pas ces états généraux en simple instrument de communication politique. L'accès des citoyens à une presse libre n'est pas négociable.

Appel aux états généraux de l'information : les attaques contre les journalistes doivent cesser !

Alors que s'ouvrent les états généraux de l'information ce mardi 3 octobre, *l'Humanité* et les 180 signataires de cet appel demandent au gouvernement de protéger, pour tous les médias, le libre exercice de leur mission d'information.

Espionnage à distance, gardes à vue, perquisitions, saisies de documents, procédures « bâillons »… Jamais les intimidations n'ont été aussi nombreuses à l'encontre des journalistes. Qu'elles émanent de services étatiques ou de puissances économiques, leur objectif est le même : empêcher la presse d'exercer sa mission d'information et, par voie de conséquence, interdire aux citoyens de se forger une opinion éclairée.
En attaquant frontalement le secret des sources, il s'agit aussi d'effrayer, de dissuader les personnes qui pourraient, par leurs alertes, aider à rendre publiques des informations d'intérêt général, et à révéler les scandales de notre époque. Ces attaques doivent cesser. Les menaces exercées contre les journalistes sont un défi lancé à la démocratie. Une presse libre est l'indispensable corollaire de toutes les autres libertés. Alors que s'ouvrent les états généraux de l'information, il est urgent de se mobiliser. Le gouvernement doit s'engager à protéger, pour tous les médias, le libre exercice de leur mission d'information. Le droit d'informer et la protection du secret des sources doivent être garantis. Sans eux, la démocratie est en danger.

Tribune publiée dans *l'Humanité* le 3/10/23 et co-signée par Damien Dhont, secrétaire fédéral chargé de la presse écrite à la Filpac CGT et Carlos Tunon Secrétaire général de la Filpac CGT. ●

Projet de courrier au BC et à la CEC États généraux de l'information

Chères et chers camarades, nos organisations souhaitent interpeller la direction confédérale pour qu'elle s'empare d'un sujet majeur pour la démocratie au sein de notre société : les états généraux de l'Information.

Annoncés par le président de la République, ces états généraux vont être cruciaux pour la préservation de nos libertés, en particulier celle d'informer les citoyens avec le média de leur choix.

Nous connaissons les velléités d'un pouvoir exécutif en perte de légitimité dont l'unique issue devient la maîtrise de l'information diffusée en interdisant les voix discordantes à sa politique de violence d'État et d'ultralibéralisme. Le cas récent de l'arrestation d'Ariane Lavrilleux en dit long sur la conception de l'information par l'exécutif actuel.

Prolongeant le discours haineux du RN contre les journalistes qualifiés « d'islamogauchistes » et de « wokistes » dès qu'ils osent être en contradiction avec la pensée dominante, le président et son gouvernement mettent tout en œuvre pour revenir sur les possibilités d'investigation et d'informations des journalistes.

La concentration de 90% des médias dans les mains d'une petite dizaine de milliardaires sert cette cause élyséenne de maitrise de l'information au service des intérêts de ces ultra-riches.

Le mutisme total du gouvernement concernant la grève historique de la rédaction du *JDD* contre l'arrivée et la reprise en main de celle-ci par l'extrême-droite, mis à part l'ancien ministre de l'Éducation Pap Ndiaye, est symptomatique d'un pouvoir aux dérives droitières et aux discours factieux de son ministre de l'Intérieur.

Des propositions se font jour pour assurer l'indépendance des rédactions face aux volontés des milliardaires possédant les titres d'imposer leur ligne éditoriale. Ainsi celles émises par la chercheuse et universitaire Julia Cagé, ou encore le sociologue Jean-Marie Charon feront certainement parties du débat de ces états généraux.

La faiblesse importante de ces dernières est l'absence totale de la place des organisations syndicales et des institutions représentatives du personnel.

La question des aides à la presse et des ressources de l'audiovisuel public sont un enjeu majeur pour la survie du pluralisme de l'information. On ne peut se satisfaire de la situation actuelle qui alloue les aides les plus importantes aux titres détenus par des milliardaires qui amassent par ailleurs les centaines de millions de ressources publicitaires.

Les questions sociales doivent être au cœur de ces états généraux de l'information. La question du statut social de celles et ceux qui produisent le contenu, qui le fabriquent et qui le diffusent est centrale pour la qualité de l'information mise à disposition des citoyens.

La fin de la loi Bichet entérinée par la loi Riester a entraîné la suppression de plus de 500 emplois de la distribution de niveau 1 et niveau 2 de la Presse écrite. Il faut y ajouter les centaines, voire milliers d'emplois supprimés dans les rédactions, du groupe Ebra par exemple, celles de l'audiovisuel public, du portage de presse, des imprimeries, etc.

La précarité du travail devient structurelle et un point de passage obligé pour tous les jeunes qui intègrent la profession de journaliste, comme celle de « juniors » dans les régies publicitaires.

L'utilisation abusive des correspondants locaux de presse en lieu et place de journalistes permanents est un détournement éhonté de leur statut déjà peu reluisant et une précarisation des métiers des rédactions.

Enfin, les technologies de l'information ont déjà modifié profondément nos métiers et les manières dont les citoyens s'informent et se cultivent.

L'intelligence artificielle va bousculer de fond en comble nos professions, nos métiers, nos emplois, nos conditions et organisations de travail. C'est aussi un véritable défi pour éviter une plus grande uniformisation encore de l'information et la fin du pluralisme des idées.

Énormément de sujets doivent être abordés durant ces états généraux de l'information, notre CGT y a toute sa place mais doit y faire entendre ses revendications.

Les états généraux de l'information ne doivent pas demeurer que le problème des organisations de la CGT concernées en premier chef, soit nos trois structures, mais c'est toute la CGT qui doit y être impliquée tant le sujet va impacter notre démocratie et l'avenir de l'information délivrée aux citoyens.

C'est pour cela que nous saisissons le bureau confédéral pour que ces derniers soient préparés, travaillés et suivis avec la direction confédérale.

Très fraternellement. ●

LES JOURNALISTES NE SONT PAS DES TERRORISTES

Perquisition du domicile dix heures durant par des agents de la DGSI, suivie par une garde à vue qui a commencé le 19 septembre. La journaliste Ariane Lavrilleux a été traitée comme une vulgaire terroriste. Son crime : avoir fait son travail de journaliste en fouillant, interrogeant, et regroupant des documents classés secret défense mettant en évidence la complicité de l'État français dans des exécutions ciblées de civils égyptiens. L'enquête baptisée *Les mémos de la terreur* a été coécrite par Mathias Destal, Geoffrey Livolsi et Jean-Pierre Canet qui, pour l'heure, n'ont pas encore reçu le même traitement qu'Ariane Lavrilleux.

Les intentions de l'État sont claires : intimider les journalistes et traquer leurs sources. La Filpac CGT ne peut pas tolérer cette insulte à la liberté de la presse, garante de notre démocratie. Les lois liberticides s'empilent : secret des affaires, possibilité de déclencher le micro et la caméra du téléphone d'un journaliste à son insu, procédures pour dénigrement devant les tribunaux de commerce, et ce secret défense aux contours flous et extensibles dont les règles sont fixées par les cachotiers de la république.

Il est évident qu'un État doit conserver quelques secrets, mais pourquoi classer des documents couvrant des exécutions de civils ? La république française a-t-elle rétabli, à notre insu, la peine de mort ? Le droit de la presse ne doit pas tomber dans le droit commun. Pour la Filpac CGT, les journalistes ne sont pas des criminels mais des éveilleurs de consciences. La liberté de la presse, garantie par la loi de 1881, reste une vigie pour notre démocratie. N'en déplaise à ceux qui préfèrent le mensonge comme programme politique. ///

COMMUNIQUÉ FÉDÉRAL
ÉTATS GÉNÉRAUX DE L'INFORMATION, UNE SÉLECTION PRÉSIDENTIELLE !

BUREAU FÉDÉRAL

Les états généraux de l'information (EGI), annoncés par le président de la République en 2022, viennent de s'ouvrir en annonçant la méthode par la constitution de cinq groupes de travail fourre-tout.

Les envoyés présidentiels, organisateurs de ces EGI, l'ont annoncé d'emblée, les différents groupes de travail seront exclusivement réservés à des citoyens ne représentant (officiellement) qu'eux-mêmes, sous couvert d'une plus grande objectivité. La ficelle est un peu grosse et personne n'est dupe ! En effet, qui aura le temps et les moyens de participer à ce vaste chantier, qui de l'aveu même des missi dominici macronistes en charge des EGI nécessite une disponibilité quasi quotidienne ?

Les détenteurs des grands médias, industriels, banquiers et milliardaires, détachent des bataillons de leurs cadres les plus zélés, les Gafam envoient leurs mercenaires les plus aguerris. Quant aux salariés des médias, ils ne pourront y participer qu'à la condition d'avoir l'accord de leur direction, autant dire que leur message sera celui de leur patron.

À plus forte raison, les gentils organisateurs n'ont surtout pas prévu de convier les syndicats des travailleurs des professions concernées ni les associations de défense des libertés.

Quelle meilleure manière d'avoir raison sur tout, pour le président de la République, qu'en ne discutant qu'avec un panel bien choisi ?

Les suites données aux conclusions de la convention citoyenne sur le climat ont laissé des traces indélébiles dans le camp présidentiel et dans la mémoire collective…

Nous pourrions donc nous résigner à nous inscrire individuellement ? Mais nous sommes une organisation syndicale responsable, représentative, et nous représentons les intérêts collectifs et individuels de dizaines de milliers de travailleurs de l'information. Nous demandons, donc, à être auditionnés en tant que Filpac-Cgt avec d'autres structures de la CGT tout autant impliquées que notre fédération !

En attentant, nous interviendrons dans les débats organisés en province par les envoyés de Jupiter, en impliquant les syndicats Filpac-CGT et un maximum de travailleurs des professions concernées.

N'attendant rien de révolutionnaire de ces états généraux, comme tant d'autres attachés à la liberté d'informer, aux statuts de celles et ceux qui la produisent et la diffusent quotidiennement, notre fédération a décidé de participer également aux états généraux parallèles qui se constituent.

Mais nous sommes une organisation syndicale responsable, représentative.

Car il n'est pas pensable qu'en tant que fédération représentant les salariés du secteur, nous ne puissions pas faire entendre nos propositions pour défendre ce pilier démocratique.

Nous voulons débattre de sujets essentiels qui ne semblent pas avoir retenu l'attention de l'Élysée :

- ***Renforcer la protection des sources,***
- ***Créer un véritable statut social pour les travailleuses et travailleurs de l'information en prenant appui sur ceux existant mais trop fragilisés et écornés par les coups de butoirs patronaux et gouvernementaux,***
- ***Lutter contre la concentration des médias et s'opposer à l'appropriation des médias par quelques milliardaires,***
- ***Conditionner et redéfinir les aides à la presse, en favorisant les titres qui en ont le plus besoin,***
- ***Favoriser l'investissement et la modernisation des outils industriels de production de l'information pour répondre aux attentes des lecteurs,***
- ***Garantir l'accès pour tous les citoyens et citoyennes à l'information de leur choix en chaque point du territoire et au même prix par la péréquation tarifaire (en un mot revenir à l'origine de la loi Bichet),***
- ***Abolir le secret des affaires,***
- ***Créer de nouveaux droits pour les salariés permettant de s'opposer aux actionnaires voulant imposer leur ligne éditoriale (cf. conflit du JDD)***
- ***Redéfinir le secret-défense,***
- ***Lutter contre les fake news et le pillage de l'info,***
- ***Encadrer l'intégration de l'intelligence artificielle, tant dans la production de l'information que dans les process de travail,***
- ***Lutter contre la paupérisation et la précarisation des travailleurs de l'information,***
- ***Élaborer une loi permettant de protéger l'information et répondre aux enjeux de la profession.***

À l'heure où la liberté d'informer est toujours plus menacée, notre fédération, comme toute la CGT, compte s'engager dans une vraie réflexion collective, pas dans une opération de communication complaisante.

L'association de citoyennes et de citoyens est plus que nécessaire mais certainement pas dans les conditions tronquées décidées par les consultants du palais présidentiel.

Nous le rappelons à toutes fins utiles aux organisateurs de ces états généraux : L'information n'est pas un bien de consommation, elle est garante de la démocratie et de la liberté d'expression citoyenne.

Notre responsabilité de fédération syndicale représentant l'ensemble des travailleurs de l'information, du pigiste au porteur de presse, du commercial à l'imprimeur, du correspondant de presse au responsable marketing stratégique… est bien de défendre sans faillir cette conquête démocratique de l'information pluraliste par la défense de l'emploi et des statuts de celles et ceux qui la produisent quotidiennement !

La Filpac-CGT reste disponible pour échanger, construire et défendre avec les salariés, les organisations et associations qui le souhaitent, un cadre commun pour défendre notre bien commun qu'est l'information.

GROUPE 3E

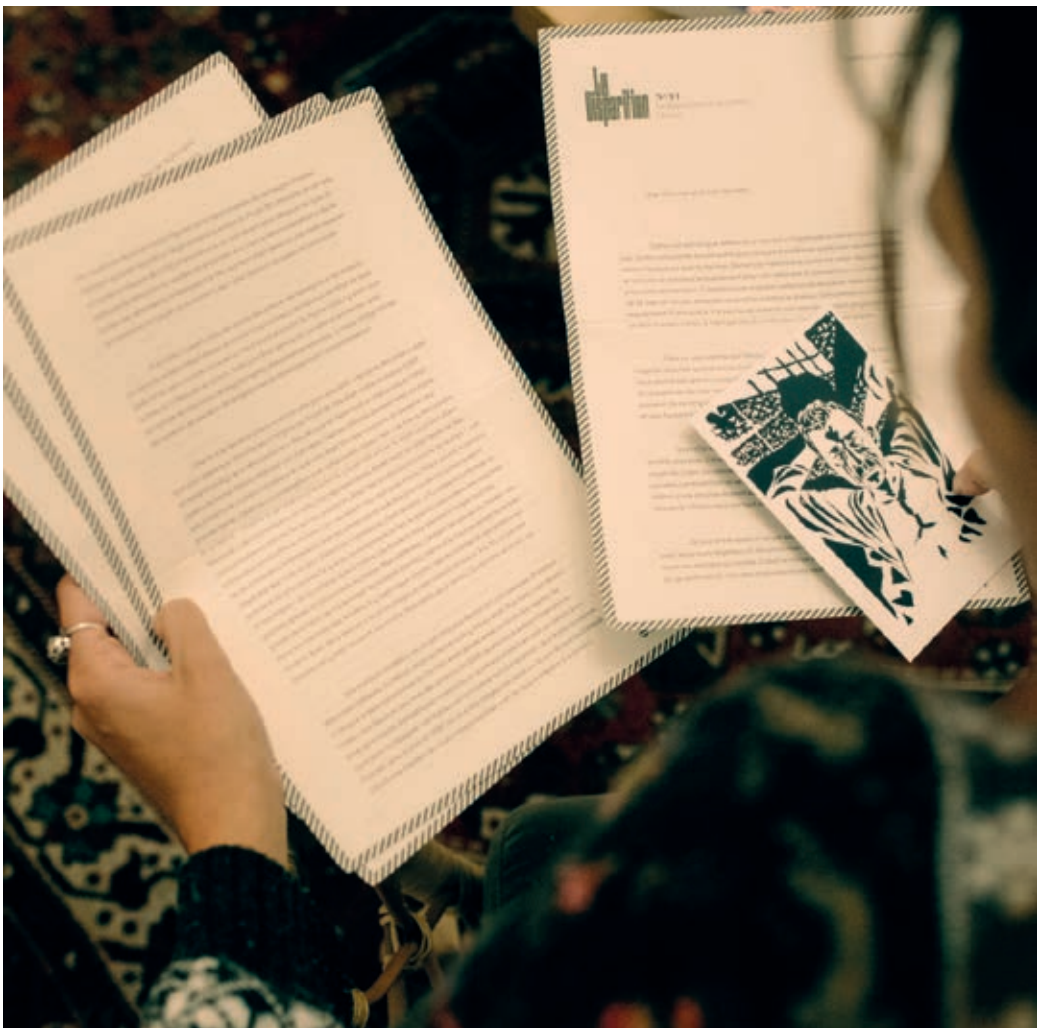
CONSTRUCTEURS D'ALTERNATIVES

Expertise économique, financière, sociale ou SSCT ; Audit comptable ; Formation des élus ; Accompagnement des CSE... Le Groupe 3E est un collectif d'experts engagés aux côtés des représentants du personnel et des organisations syndicales. Envie de muscler vos avis ? De former vos équipes ? D'entendre un autre point de vue ? groupe3e.fr

La Disparition le petit média singulier et audacieux qui tient bon

PROPOS RECUEILLIS PAR ANNE DUVIVIER

La disparition des arbres à Lagos, la disparition du dernier escalator en Creuse, la disparition de l'idée d'intégration, et une bonne trentaine d'autres… ils reconnaissent eux-mêmes que ce nom, *La Disparition*, est un peu « flippant ». Lancer, il y a maintenant presque deux ans, un média sur ce thème (voir le manifeste ci-contre) et sous forme d'une longue lettre qui arrive par la poste tous les quinze jours, c'était un vrai pari, et aujourd'hui de beaux moments de lecture, que nous encourageons nos lecteurs à découvrir et à faire découvrir. Rencontre avec deux jeunes journalistes de conviction et indépendants.



***Impac :* Comment se porte *la Disparition* ?**

François : Nous nous sommes lancés avec une campagne de financement particpatif qui a été un succès puisque nous avons réalisé 270 % de l'objectif initial. 900 personnes se sont abonnées à cette occcasion. Pour deux jeunes journalistes inconnus, partant de zéro, c'était une surprise et une réussite.

Annabelle : Nous avons eu beaucoup de presse (comme *l'Instant M* sur France Inter). Peut-être cela voulait-il dire que c'est un média qui plaît aux journalistes !?

François : Tout s'est super bien passé, nos abonnés augmentaient, puis nous avons été confrontés au cap des six mois en juin de l'année dernière, et celui d'un an, en décembre. Là, c'est le moment où il faut convaincre les gens de se réabonner, on entre en concurrence avec d'autres médias et d'autres choix de dépenses, surtout en cette période de restrictions, d'inflation etc.

Annabelle : De plus, nous n'avons pas fait d'études de marketing et nous avons appris que pour communiquer

« *La Disparition* est une belle lettre en papier qui arrive chez vous, dans votre boîte aux lettres, tous les quinze jours. Dans l'enveloppe, vous trouverez un long récit, fictionnel ou non, qui raconte une disparition en cours dans notre monde. Mais ce n'est pas tout ! Ce texte sera accompagné d'une carte postale illustrant le récit, d'un nota bene permettant d'approfondir le sujet, résonnant avec la lettre, et de mots croisés un peu givrés.»

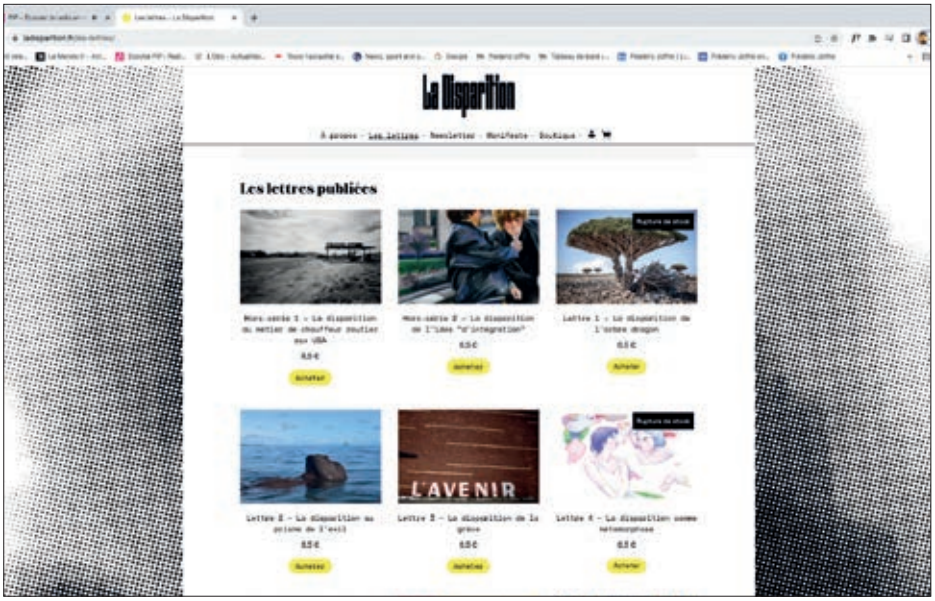
François de Monès,
directeur de la publication

Annabelle Perrin, rédactrice en chef

efficacement, c'était bien d'avoir quelque chose de nouveau à annoncer. Or, nous n'avions rien de nouveau, nous venions de nous lancer ! C'était donc compliqué pour nous.
François : Il faudrait payer des agences, ce que nous n'avons pas les moyens de faire…
Annabelle : Donc on se retrouve avec un plafond de verre. Nous sommes connus, par les réseaux sociaux, d'un petit cercle de gens fans de nouveauté et de presse indépendante, un peu collectionneurs, de gens qui sont dans le journalisme ou dans l'édition de près ou de loin, mais il nous faudrait plus d'argent pour faire de la publicité et nouer des partenariats.
François : Du coup, on a quand même perdu quelques abonnés. Nous sommes à l'équilibre et pas en danger, mais compte tenu de notre objectif d'être indépendants à 100 %, de ne pas accepter de sponsors d'entreprise, de publicité, c'est un peu un combat de tous les instants. On ne s'attendait pas à devoir se prendre autant la tête avec ces considérations marketing, à chercher comment gagner des abonnés sur Instagram, avec la newsletter etc.
***Impac :* Ce qui semble paradoxal, car vous êtes en train de parler de l'omniprésence des réseaux sociaux pour promouvoir le papier qui vous tient essentiellement à cœur…**
François : C'est vrai, c'est une sorte de schizophrénie. Quand on n'a pas d'argent comme nous, on ne peut pas se passer des réseaux sociaux parce que tous nos abonnés viennent de là… et pourtant nous sommes complètement opposés à tout ce que cela représente !
***Impac :* Une grande lettre tous les quinze jours et déjà une telle diversité de sujets abordés… Vous allez tenir la cadence ?**
François : Nous avons réalisé un un petit sondage parmi les lecteurs et nous avons des retours positifs. Les 15 jours plaisent aux gens et ça nous permet de traiter à peu près 24 sujets dans l'année. Nous publions aussi une newsletter tous les 15 jours et ajoutons une lettre intercalée, qui annonce les sujets à venir. Mais nous ne sommes pas dupes. Si *la Disparition* existe encore pendant cinq ans, il y aura forcément une usure, à la fois de la proposition éditoriale et du format.
Annabelle : Mais, ce n'est pas du tout le cas pour l'instant, nous sommes loin d'avoir fait le tour. Nous recevons beaucoup de propositions de contributions, et qui nous surprennent !
François : Ça nous apporte de très grandes joies, des rencontres formidables… La beauté de tout ça, c'est de pouvoir compter sur l'intelligence collective. Nous allons publier la prochaine lettre sur les

> **(…) On ne peut pas se passer des réseaux sociaux parce que tous nos abonnés viennent de là… et pourtant nous sommes complètement opposés à tout ce que cela représente !**
> **François de Monès, directeur de la publication**

médecins cubains qui sont envoyés en Calabre où le système de santé s'effondre encore plus qu'ailleurs. Celle d'après s'intitule *La Disparition de l'acccent de ma mère*. C'est une Canadienne qui nous écrit. En parlant de la disparition de l'accent, elle raconte le génocide sur lequel est fondé la nation canadienne, ces orphelinats où ont disparu des enfants, tués et enterrés dans les jardins… une horreur… ce fameux poème *Speak white*, de Michèle Lalonde, qui dénonce l'injonction insultante faite à tous ceux qui ne parlaient pas anglais, francophones et tous les autres à plus forte raison. Ce sujet-là, jamais on ne serait allé le chercher.
***Impac :* Quels autres thèmes aimeriez-vous particulièrement aborder ?**



François : Nous pensions recevoir beaucoup de propositions ayant trait à l'écologie, mais nous n'en avons que peu. Du coup c'est un peu embêtant parce que pour nous c'est un axe primordial. Étonnamment, on nous envoie beaucoup plus de sujets sur l'urbanisme, la destruction de bâtiments, de barres. Nous cherchons aussi à parler des services publics, de manière vivante, pas avec des chiffres. Nous avons eu une belle lettre sur la disparition d'un service psychiatrique dans le Jura, mais on cherche d'autres contributions. On lance un appel !

***Impac :* Vos lettres ont une tonalité originale, sans connotation passéiste…**

François : Nous sommes obsédés avec ça. Le titre de notre média est déjà flippant (Rires). Nous nous attachons à demander à nos auteurs et nos autrices de raconter des gens qui luttent. Nous essayons de réfléchir à la portée politique de tout cela, de donner toujours une sorte d'élan, de souffle. Nous croyons fondamentalement qu'une fois que les choses ont disparu, elles ne reviennent pas. Et tant qu'elles sont là, il faut s'interroger sur la valeur qu'on leur confère et se battre comme des fous pour les faire subsister, quand elles valent le coup. ●

Contacts, abonnements, inscription à la newsletter gratuite :
https://ladisparition.fr/

Extrait de *La Disparition du cash,* lettre n° 16, à Burslem, petite ville anglaise, ancienne capitale de la porcelaine royale, aujourd'hui à l'abandon, avec une population vieillissante et paupérisée (40 % de chômage), d'où le dernier distributeur d'argent liquide a aussi été supprimé.

Depuis le départ des banques, la ville connaît une pénurie d'espèces qui plonge de nombreux habitants dans la difficulté. Ici, trois quarts des habitants ont besoin de retirer de l'argent au moins trois fois par semaine et un quart de la population ne sait pas utiliser les services bancaires en ligne. (…)
[Une] expérience a également été menée avant la pandémie par une ONG caritative, incubée par deux étudiants en économie à Oxford. Cela va te faire rire ou pleurer, c'est selon. « Engagés » auprès des personnes sans-abri de la ville, ces deux âmes charitables ont constaté que les sans-logis avaient de plus en plus de difficultés à faire la manche depuis la généralisation à marche forcée du paiement sans contact. Leurs esprits supérieurs d'économistes oxfordiens ont échafaudé une idée qui n'a rien à envier à un épisode de Black Mirror. Ils ont muni plusieurs sans-abri d'un QR code afin que les passants puissent les scanner et leur verser de l'argent grâce à une application. On applaudit. *« Lorsque vous donnerez de l'argent, vous serez sûr que vous le donnez à quelqu'un qui en a vraiment besoin et qui n'est pas un mendiant professionnel, et [l'application] permet aux sans-abri de montrer qu'ils dépensent l'argent dans des solutions constructives »,* expliquait Alex McCallion, le cofondateur de l'initiative, dans une vidéo destinée à lever des fonds. (…)
La monnaie du 21e siècle, « paiement sans contact », en dira long sur notre époque. ///

Extrait du Manifeste de *La Disparition*

Si on vous avait dit qu'un jour en France vous seriez privés par le gouvernement de la liberté de vous déplacer où vous voulez, quand vous voulez, vous ne l'auriez pas cru. Si on vous avait dit qu'un jour en France vous seriez empêchés par le gouvernement d'assister à l'enterrement d'une ou d'un de vos proches, vous ne l'auriez pas cru. Si on vous avait dit qu'un jour en France le gouvernement hiérarchiserait vos relations sociales : la famille plus importante que les amis, les collègues plus que les amants, vous ne l'auriez pas cru. Nous non plus.
Pourtant, avec la pandémie, c'est ce que nous avons vécu, sonnés. Nous avons pris conscience que rien, dans notre vie, dans notre pays, dans notre monde, n'est immuable. Que tout peut, un jour, disparaître. Même ce que nous imaginions comme des piliers fondamentaux de notre société.

DÉSIR D'INVENTORIER

« Tout peut disparaître ». Cette phrase, nous nous la sommes répétée durant des semaines. Et plus nous y pensions, plus elle devenait englobante, une façon de voir notre quotidien, d'analyser notre monde. Des milliers d'espèces vivantes qui disparaissent. Les usines françaises qui disparaissent. Nos libertés fondamentales qui disparaissent. La liste de ces disparitions s'allonge de jour en jour.
C'est comme ça qu'est né notre média.
De l'envie de chroniquer, de raconter et d'inventorier ces disparitions. Sans vision nostalgique aucune, très loin du « c'était mieux avant » réactionnaire, mais pour dresser le bilan d'un monde qui est en train de disparaître pour laisser place à un autre.
Appeler notre média La Disparition peut surprendre. Trop sombre, macabre, déprimant… Il n'en est rien. Car nos lignes portent en elles la musique des lendemains possibles. En décrivant la disparition de pans entiers de notre civilisation, elles ouvrent des horizons plus humains, plus égalitaires, plus joyeux aussi (…) ///

LES SPÉCIALISTES DE L'ÉCONOMIE SOCIALE

35 ANS D'EXPÉRIENCE

auprès des CSE.
Spécialiste des Organisations Syndicales,
présent auprès de plus
de 40 Fédérations,
UD, UL et Comités Régionaux.

. Expertises Comptables
. Formations
. Commissariat aux comptes

40 EXPERTS
QUI VOUS SONT PROCHES

CO·EXCO

VOS CONTACTS

COEXCO PARIS
11 rue des Immeubles Industriels - CS 41132
75543 PARIS CEDEX 11
01 43 73 90 79

COEXCO AMIENS
53-55 avenue d'Italie - CS 60453
80094 AMIENS CEDEX 3
03 22 53 27 47

vouzoulias@coexco.com - rouzoulias@coexco.com

Philippe Giannimi et Alain Magisson.

LA PAPETERIE DE STENAY **SAUVE** SES 130 EMPLOIS

ANNE DUVIVIER

Encore une papeterie qui devait fermer, sur décision d'un groupe finlandais, uniquement préoccupé de transactions financières juteuses. Mais raté, lui s'en va et l'usine continue. *Impac* vous dit tout et vous emmène en bord de Meuse.

Elle est bien jolie sous le soleil, la route étroite et sinueuse qui mène à Stenay, longeant des forêts de feuillus, des étangs, des vergers pentus, des prairies où les vaches ruminent à l'ombre des arbres. Le site est classé Natura 2000. Le pays de Stenay et du Val Dunois entier compte 6 700 hectares de forêts, 60 km de cours d'eau, dont la Meuse, sur les berges de laquelle se massent les villages, et qui donne son nom à ce département essentiellement rural.

Stenay apparaît comme un gros bourg, dont l'habitat ancien atteste encore d'une prospérité révolue. Pour l'heure, les chiffres de la population déclinent, ceux du revenu moyen par habitant aussi. Logiquement, le vieillissement, lui, augmente. Tout autour de l'imposant hôtel de ville, sous les arcades de la place et dans les rues voisines, des panneaux « À vendre » sont apposés sur les façades des maisons, et sur les rideaux de fer de boutiques fermées. Alors, on comprend vite que la papeterie presque centenaire, qui emploie encore quelque 130 salariés, revêt une importance vitale.

On découvre l'usine, en bord de Meuse, à l'entrée du village. Spécialisée dans la fabrication du papier couché pour des étiquettes adhésives imprimées et du papier alimentaire, elle a connu elle aussi de belles heures, employant jusqu'à 350 salariés, sur trois lignes de production. En 1995, elle est revendue au groupe finlandais Ahlstrom, qui fusionne en 2017 avec la société suédoise Munksjö. En 2019, Ahlstrom arrête la machine historique du site (revendue depuis et en cours de démontage). 77 personnes quittent l'entreprise avec un plan social. Selon les dirigeants, il s'agit de « *renforcer la compétitivité et amorcer la modernisation de l'usine en promettant de nouveaux papiers à forte valeur ajoutée* ». Mais rien ne vient, ni investissements, ni travaux déterminants.

La suite, les inquiétudes croissantes des salariés, la découverte d'une fermeture imminente, le combat pour le sauvetage et l'annonce de la reprise en juillet dernier, Alain Magisson, secrétaire du CSE, et Philippe Giannimi, contremaître, tous deux Filpac CGT, nous la racontent, dans le local du CSE, à l'entrée de l'usine étrangement silencieuse et déserte. Elle est à l'arrêt, exception faite des travaux

indispensables de maintenance, dans l'attente de la reprise de la production sous la houlette de la nouvelle direction.

« Chronique d'une mort annoncée »

C'est en mars dernier que l'intersyndicale, efficacement renseignée, expédie à 180 journalistes un communiqué, qui, promptement relayé par l'AFP, produit l'effet d'une petite bombe. Elle y fait part de son inquiétude devant le projet de fermeture du site meusien. Ahlstrom, démasqué, se voit contraint de confirmer l'information et de se justifier. Selon lui, pour le papier couché, *« il existe une surcapacité en Europe et une concurrence avec des machines à la structure de coût plus compétitive »*.

Toutefois, la loi Florange l'oblige, pendant trois mois, à chercher un repreneur. Un délai court pour nouer des contacts difficiles. Première victoire de l'intersyndicale, elle obtient un report d'échéance de deux mois.

Présente sur tous les fronts, l'intersyndicale mise aussi sur la communication, *«de nos jours, le nerf de la guerre»*,comme le dit Alain. Une page Facebook *Non à la fermeture d'Ahlstrom Stenay* est créée, qui poste tous les articles de presse, les sujets diffusés à la télévision concernant la lutte, et lance une campagne d'envoi de mails à la direction du groupe. En quelques jours, 900 personnes suivent la page, 300 mails polis et fermes viennent engorger les messageries de trois destinataires aimablement choisis par les syndicalistes, un souvenir qui amuse encore franchement Alain et Philippe.

À la surprise des salariés et probablement aussi à celle d'Ahlstrom, une dizaine de repreneurs potentiels se manifestent. Heureusement que l'intersyndicale a obtenu cette prolongation jusqu'en septembre, car le 22 juin, date butoir théorique, rien n'a encore abouti. En juillet, Accursia, groupe allemand, fait la meilleure offre. Ahlstrom ne boude pas l'occasion, une cession avantageant nettement ses finances par rapport à une fermeture. L'accord est scellé le 24 août.

Ces différentes offres signifiaient-elles que la papeterie n'est pas en aussi mauvaise santé que ne le prétend le groupe ? Comme toujours, les chiffres, loin de parler d'eux-mêmes, ne valent que par leur interprétation.

« Déficitaire, oui, reconnaît Alain. *On a perdu huit millions en 2022. Mais en 2021 on versait quatre millions de royalties au groupe, puis six en 2022, ce qui rapporte le chiffre annoncé à deux millions. Et on a perdu de l'argent à cause de choix commerciaux délibérés ; en abandonnant volontairement des marchés, (pour en ouvrir d'autres en Asie), en prenant des papiers à faible marge, en perdant des clients avec le maintien d'une surtaxe énergétique que tous les autres groupes avaient laissé tomber. Quand on veut fermer un site, on fait en sorte de montrer aux pouvoirs publics qu'il perd de l'argent. »*

L'entrée du site de Stenay.

Philippe, près de la retraite, aurait pu profiter d'un PSE et partir avec une somme rondelette. Il est resté se battre pour la reprise, par souci du sort de ses collègues.

Lors de la négociation, Ahlstrom s'est engagé à louer ses services commerciaux et informatiques à Accursia pendant environ six mois, le temps de nouveaux recrutements. En espérant que tout le monde joue bien le jeu, malgré la concurrence. Mais derrière Ahlstrom, expliquent Alain et Philippe, on trouve le consortium Bain Capital, qui à l'horizon 2027 envisage de revendre 43 usines acquises en 2020. Ahlstrom devrait en racheter certaines, modernisées, mais l'avenir des autres est incertain. En tout cas, il semble que ces décisions aient été actées et budgétées de longue date. *« Ce qui nous arrivait là, c'était la chronique d'une mort annoncée »* dit Alain.

« Ce qu'on a fait ensemble… »

L'autre facteur sur lequel insistent les deux camarades, c'est une solidarité transpartisane à toute épreuve. Dès le début, la CGT majoritaire dans l'usine, a mené la lutte avec la section FO, mais aussi avec Stéphane Perrin, maire divers droite de Stenay depuis 2009 et vice-président du conseil départemental, le sénateur UDI Franck Menonville, et surtout avec l'appui du préfet Xavier Delarue, dont tous saluent l'implication et l'efficacité, interlocuteur privilégié du ministère de l'Industrie. Une diversité et une volonté de travailler loyalement pour le bien commun, qui a fait le succès de la démarche et la richesse des relations.

« Chez nous, à la CGT on a déjà un bon panel, souligne Alain, délégué syndical depuis 2017, *parce qu'on a de l'encadrement, des agents de maîtrise, des techniciens, des employés…* Dans ce bon panel, il y a justement Philippe, qui près de la retraite, aurait pu profiter d'un PSE et partir avec une somme rondelette. Il est resté se battre pour la reprise, par souci du sort de ses collègues.

« Il y a les étiquettes, mais ce qui compte surtout, c'est ce qu'on fait ensemble. C'est ensemble qu'on a sauvé l'usine. On s'est tous mis autour de la table pour discuter, chacun apportant quelque chose. Ça continue, et ça va continuer ! » affirme Alain avec une belle conviction.

Et les salariés, dans tout ça ? Des gens du coin essentiellement, des familles qui travaillent à l'usine de génération en génération, certains même en couple. *« Ce n'est pas l'usine d'Ahlstrom, mais LEUR usine. »*

« Le repreneur, c'est Ahlstrom qui l'a choisi, pas nous, précise Philippe. *Nos experts, c'est-à-dire Secafi,* continue Alain, *ont fait un sacré boulot. Ils ont analysé pour nous les 280 pages du dossier ; on a donné notre avis, on a posé les questions et on a reçu des réponses, mais on verra bien au fil du temps si elles correspondent aux engagements… Il fallait être repris, on ne pouvait pas laisser les gens sur le carreau. Ils nous demandent :* si on est repris c'est pour combien de temps ?

Ça, on ne peut pas le savoir. Il n'empêche – et les deux camarades sourient bravement – *beaucoup sont persuadés que c'est nous qui avons trouvé le repreneur. Alors, si un jour ça se passe moins bien… ça nous reviendra comme un boomerang et on se fera allumer.* » Dure condition du syndicaliste qui se mouille pour les autres, à ses risques et périls.
La rencontre du personnel avec le nouveau directeur, *« un Slovène qui a l'expérience de la reprise de sites »,* est prévue le lundi 2 octobre. Un saut dans l'inconnu pour les deux parties. Nouveau nom, nouveau logo, nouvelle signalétique… *« Papetier, ce n'est pas leur cœur de métier, ils ont aussi tout à découvrir.* » Mais ils y croient : avec un papier de qualité et des prix raisonnables, les commandes vont revenir. *« Notre force et notre spécificité,* insiste Philippe, *c'est qu'on fait tout ici. Le papier qui sort des machines est un produit fini. On assure toutes les étapes.* » *« C'est un bijou…* ajoute Alain. *Un bijou qu'ils ont revendu… »*

Tout faire pour que le site perdure

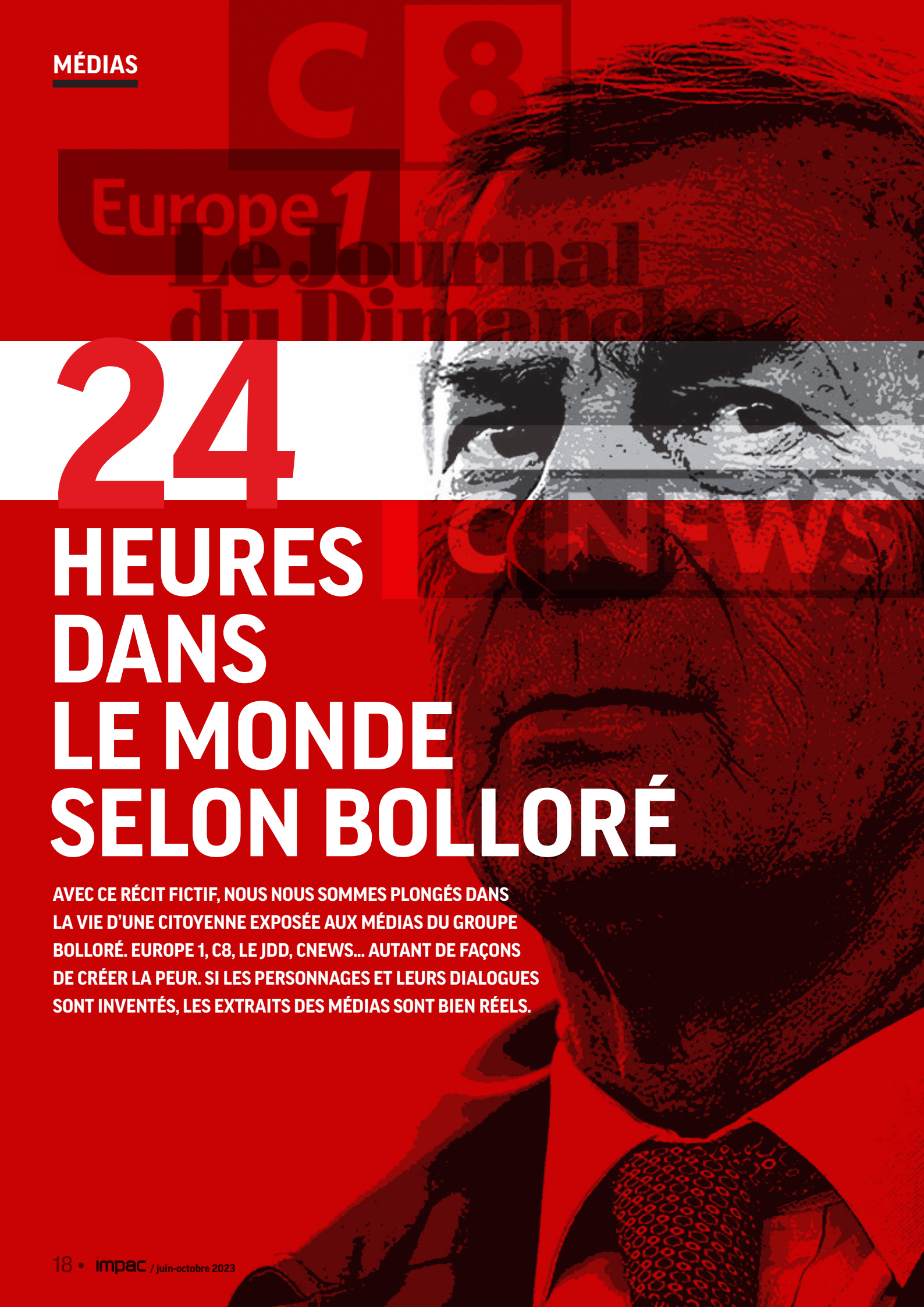
Dehors, une unique passante au pas lourd, distribue de la publicité dans les boîtes aux lettres, sous un soleil de plomb. Devant la mairie, sous les arcades, quatre ou cinq personnes âgées finissent un verre en grattant un jeu. L'une d'elles se lève, et s'en va, d'un pas nonchalant. Le cafetier, silhouette massive sous un t-shirt siglé ACDC, est un jeune du pays, un peu désabusé. *« Stenay a du potentiel, mais c'est mort… Qu'est-ce qui pourrait lui rendre un peu d'animation ?* s'interroge-t-il sans paraître attendre de réponse. On imagine une fanfare joyeuse sous le kiosque, si caractéristique des villes de l'Est, une fête de la mirabelle, un simple marché coloré… *Le vieux qui vient de partir, là,* poursuit-il, *il a fait toute sa carrière à la papeterie. Il est parti au plan précédent, avec un pactole… L'usine est sauvée, d'accord, mais pour combien de temps ? »*
La mairie, bâtisse étonnamment imposante du XIXe, n'est pas plus animée. La porte du bureau du maire est grande ouverte, et Stéphane Perrin, chaleureux, prend le temps de brosser le tableau de la papeterie depuis un siècle, dans ses liens forts avec le territoire : *« La papeterie a construit le Stenay d'aujourd'hui. Qui ne connaît pas ici un papetier chez ses proches, sa famille, ses copains ? »*
Il met d'emblée l'accent sur l'action commune menée dès la première heure, *« une vraie confiance avec le CSE, M. Magisson et ses collègues »* qui l'ont informé de ce qui se tramait, et les efforts conjoints de tous pour la sauvegarde

des emplois : *« On était tous ensemble à demander une seule chose, donner sa chance au site et vendre la volonté des salariés représentés par leur CSE, de tout faire pour que le site perdure. Ils ont été exemplaires.* Et il ajoute avec bonne humeur : *On connaît ici davantage les gens que leur étiquette. »*
Il se réjouit de recevoir dès le lendemain le directeur de l'usine qui vient se présenter, *« Avec Ahlstrom, c'était zéro contact, zéro info »,* et d'être invité à la rencontre de la nouvelle équipe avec les salariés, occasion de leur montrer que son accompagnement perdure.
Une semaine plus tard, nous retrouvons Alain au téléphone. La réunion s'est tenue et on est entré dans le vif du sujet. Les cadres n'ont pas caché que la situation était délicate. La priorité de la nouvelle direction est de recruter rapidement pour recréer les services commercial, informatique et comptabilité, la transition de six mois négociée avec Ahlstrom ne s'annonçant pas, comme on s'en doute, la meilleure solution. De fait, la papeterie rebaptisée Stenpa, devient une concurrente pour Ahlstrom, qui avait promis d'abandonner le papier couché, mais ne donne aucun signe en ce sens. Pas vraiment une surprise.
Les salariés ont été invités à choisir leur nouveau logo, l'usine se remet en ordre de marche et la production doit redémarrer le 11 octobre.
Il n'y a plus qu'à attendre les premiers résultats de la vaillante papeterie, peut-être à l'occasion d'une belle fête pour son centenaire, en 2025, qui fasse redescendre sur la place et sous les arcades les habitants de ce petit coin de paradis si discret, lové contre la Meuse. ●

Stenay, c'est aussi… le musée européen de la bière

Dans un beau bâtiment du XVIIe siècle, on découvre tout sur la bière, des origines (ah bon ? La Mésopotamie, aussi ?) jusqu'à aujourd'hui, au travers de quelque 50 000 objets, thématiques variées, parcours sensoriel, fort agréablement présentés et expliqués. Une « taverne » permet en fin de visite de choisir des bières et des produits locaux, voire de se régaler de parts généreuses de pâtisseries tout aussi locales comme le sont les limonades artisanales qui valent le détour. ///

Audiens
JOURNALISTES PIGISTES,
Nous protégeons vos talents.
Parce que vous exercez un métier qui présente des spécificités, des dispositifs particuliers vous sont dédiés.
Ayez le réflexe Audiens !
Votre ligne directe : 01 73 17 38 09
www.audiens.org



24 HEURES DANS LE MONDE SELON BOLLORÉ

AVEC CE RÉCIT FICTIF, NOUS NOUS SOMMES PLONGÉS DANS LA VIE D'UNE CITOYENNE EXPOSÉE AUX MÉDIAS DU GROUPE BOLLORÉ. EUROPE 1, C8, LE JDD, CNEWS... AUTANT DE FAÇONS DE CRÉER LA PEUR. SI LES PERSONNAGES ET LEURS DIALOGUES SONT INVENTÉS, LES EXTRAITS DES MÉDIAS SONT BIEN RÉELS.

JÉRÉMIE DEMAY

Depuis quelques mois, Céline ne sait plus trop où elle en est. Dans la rue, elle serre contre elle son sac à main quand elle croise un jeune. Ses pensées se troublent à la vue d'une mosquée. La présence d'uniformes, bleu marine ou kaki, la rassure. Et puis elle n'hésite plus à entrer dans les débats sur les retraites et les dépenses sociales. Cela ne fait aucun doute pour elle, s'il y avait moins d'immigrés décivilisés, les finances du pays se porteraient mieux. Beaucoup de ses amis abondent dans son sens d'ailleurs.
Pourtant, Céline a bénéficié de l'école républicaine, et dans sa famille d'ouvriers, elle est la première à avoir suivi des études supérieures. Une fierté pour son grand-père, premier de la branche italienne à être né en France. Sauf que Céline n'a pas changé ses habitudes. Elle écoute la radio, lit les journaux, et regarde la télé.

Le matin, elle se réveille avec le jingle des informations d'Europe 1. Le ton est sérieux, les propos structurés. À peine sortie de son sommeil, les mauvaises nouvelles comme les infos pratiques et sportives s'apparentent à un simple ronron. Avant de se lever, Céline attend la chronique de Gaspard Proust. Un humoriste qui, pour elle, ne tombe pas dans la bien-pensance. Il dénonce pêle-mêle le wokisme, le féminisme, les écolos, les gauchistes, les islamogauchistes, les bobos des quartiers chics... En plus, il tacle les élus de gauche. Comme beaucoup, Céline ne croit plus en la politique. Déçue, elle se revendique apolitique tout en ponctuant souvent ses discussions de *« y en a marre »*, et *« de toute façon, on ne peut plus rien dire »*. Avec Gaspard Proust, elle ressent cet esprit de liberté. Le mec est tellement insaisissable qu'il anime des soirées à *Valeurs actuelles.* Enfin, un humoriste qui assume ne pas être de gauche. Au moins, à Europe 1, Gaspard Proust éructe en toute quiétude : *« Bonjour à celles et ceux qui sont dans le studio... Celles et ceux, c'est l'expression la plus laide de ces dernières années. Il y a un côté progressif, pédant, doucereux, faussement inclusif et hautement prétentieux et sectaire. C'est de gauche, rien ne va. »* Des mots qui amusent Sonia Mabrouk, une journaliste d'Europe 1 qui officie aussi sur CNews. Céline se lève de bonne humeur. En faisant couler son café, elle repense aux propos de Gaspard Proust. C'est vrai que les mots écrits à l'encre de la bienveillance ne veulent plus rien dire. *« Et mon café noir, faudra bientôt que je l'appelle café de la couleur contraire du blanc ! »* pense-t-elle, en se disant qu'il faudra qu'elle la ressorte à la pause-café avec ses collègues.
Sur le trajet du bureau, dans le bus, Céline met le direct de CNews. Pour se forger son opinion, elle ne se contente pas d'un seul média. Elle écoute *l'Heure des pros,* animée par Pascal Praud. Une vraie conversation de bistro, mais avec des avis éclairés. Les invités savent ce qu'ils racontent, pense-t-elle. Ils sont journalistes, écrivains, enseignants, ou directeurs d'observatoires divers et variés. Dominique Jamet, par exemple, a les faveurs de Céline. Son ton de grand-père et son regard aiguisé par l'expérience transforment ses propos en quasi-prophéties. Cette ancienne plume de France Inter, de TF1, ou encore de Marianne apporte un gage de sérieux. Il a aussi participé à la fondation de Boulevard Voltaire et écrit pour *Valeurs actuelles,* en plus d'avoir son rond de serviette chez Pascal Praud. Alors quand Jamet explique que les priorités des Français restent l'immigration, l'insécurité, et le pouvoir d'achat, Céline commence à penser la même chose, les fesses vissées sur son siège. *« S'il y avait moins d'immigrés, y aurait peut-être moins de monde sur la route... »* songe-t-elle. Ce jour-là, l'introduction de Pascal Praud la laisse perplexe. *« 1968, année funeste pour la France et le début de la chienlit. »* L'ancien journaliste de Téléfoot parle de l'uniforme à l'école *« vrai symbole d'autorité »*, martèle-t-il. Tant pis pour l'égalité des sexes avec les *« garçons en blazer et en pantalon. Les filles avec une jupe plissée »*. Pourquoi l'uniforme à l'école ? Tout simplement pour introduire un débat autour du préférendum ou référendum annoncé par Olivier Véran, le porte-parole du gouvernement. Pour les invités, peu de doute : les vraies questions sont le retour de l'uniforme à l'école et l'immigration. *« Ça, ça serait courageux ! »* affirme Praud en enlevant les lunettes de son visage pour mieux appuyer ses propos.

Un invité tempère sur l'inconstitutionnalité de se prononcer pour ou contre l'immigration. *« Il faut écouter le peuple. Mais la gauche, elle a peur du peuple ! »* affirme un autre autour de

«Et mon café noir, faudra bientôt que je l'appelle café de la couleur contraire du blanc ! »

Culture & loisirs, Télévision & médias

CNews : Pascal Praud fait un lien entre punaises de lit e immigration, l'Arcom saisie

Sur le plateau de la matinale de CNews ce vendredi matin, Pascal Praud a demandé à son invité, spécialiste des nuisibles domestiques, si la prolifération actuelle des punaises de lit pouvait être liée à l'hygiène et à l'immigration.

LES PUNAISES DE LIT, COMMENT S'EN DÉBARRASSER ?

JUSTICE La décision dans le procès en appel de l'ancien collaborateur de

« Je ne paie pas ma redevance pour financer Mélenchon. Ah çà ! pour critiquer le Puy du Fou y a du monde. »

la table. Une vraie conversation sur un zinc, mais comme les clients sont sensiblement les mêmes, les thèmes évoluent peu. Céline sort du bus, ferme l'application CNews de son téléphone, et prend le chemin de son bureau.
En entrant, elle passe devant le vigile qui surveille le bâtiment. Ils se disent bonjour. Elle ne connaît pas son nom, mais le trouve poli, même s'il est noir. *« Comme quoi, y en a des bien. Et puis, ça prouve que je ne suis pas raciste »* pense-t-elle.
Avec ses collègues, la politique reste peu présente dans les conversations... Enfin, ça dépend de l'actualité. Pendant les émeutes qui ont suivi la mort de Naël, abattu par un policier, chacun y allait de son analyse. Pour Jean-Pierre *« les forces de l'ordre n'ont plus le droit de se défendre »*. Marie-Christine va plus loin *« le gamin il l'a bien cherché. 17 ans et au volant d'une grosse cylindrée »*. La pause-café prend alors la tonalité d'un tribunal populaire : *« Il faut faire comme chez eux. Tu voles ? On te coupe la main »* s'égosille Éric. Le retour de la peine de mort revient irrémédiablement sur le tapis. Céline met son grain de sel *« si après un fait divers comme ça, il y avait un référendum, il y aurait des surprises »*. Tout le monde acquiesce de la tête. C'est aussi un argument que Céline entend régulièrement dans *L'heure des Pro* sur CNews. CNews justement envoie une notification. Les trois quarts des Français sont pour un référendum sur l'immigration ! Enfin... les trois quarts des gens interrogés par CNews.
Pendant la pause méridienne, Céline mange dans son bureau. Entre deux bouchées, elle lit le JDD. Avant, elle ne l'achetait pas, mais quand elle a entendu ses chroniqueurs préférés affirmer que la grève des journalistes avait entravé la liberté d'expression, elle s'est abonnée au journal. Pour le soutenir et retrouver les humeurs de Pascal Praud ! Justement, dans une chronique, il parle de l'autorité d'avant. Des moments où la société était plus libre.
« Monsieur Nicolaï était mon instituteur en CM2. Monsieur Nicolaï était aussi le directeur de l'école primaire qui fut la mienne. Il arrivait chaque matin avec cinq paquets de Gauloises bleues qu'il posait sur son bureau. Il fumait dans la classe sans discontinuer de 9 à 17 heures. Aucun élève ne s'est jamais plaint. Aucun parent n'a appelé le rectorat ou Amnesty International. Monsieur Nicolaï avait tort sans doute, mais voyez-vous – et ce paradoxe illustre le vague à l'âme qui saisit les quinquagénaires quand ils regardent dans le rétroviseur –, je préfère l'année 1975 qui épargne un instituteur à 2023 qui célèbre les sycophantes. Je préfère une époque qui tolère à une société qui accuse. Je n'en peux plus des professeurs de morale, des procureurs de vertu et, comme Dave, j'irais bien faire un tour du côté de chez Swann. » (*JDD* 24/09/23)

Pour la pause-café de l'après-midi, Céline retrouve Marie-Christine, Jean-Pierre, et Éric. *« Ça fait peur cette invasion de punaises de lit quand même »* lance Céline. *« C'est bizarre, on n'en avait plus depuis des décennies, et là ça revient... »* reprend Éric qui est interrompu par Jean-Pierre : *« En même temps, avec tous ceux qui passent en France... »*. Un silence s'installe qui est interrompu par Marie-Christine : *« Après, ils n'ont pas la même hygiène que nous ! »* À cette réflexion, la petite assemblée ne peut s'empêcher de rire.
« Arrête, dis-le pas trop fort on va te prendre pour une raciste » poursuit Éric. *« Vous avez vu, Pascal Praud a posé la question et tout de suite les pères la morale s'en prennent à lui. C'est quand même dingue, on ne peut plus rien dire. » « Même la vérité dérange »* appuie Céline.
De retour dans son appartement, elle veut seulement ne plus penser au boulot, à ces migrants et leurs punaises de lits, ou à ces gens ne voulant plus que les instits fument en classe. Elle s'affale dans son canapé, pose les pieds sur la table, et met C8. Rien de tel que d'écouter Cyril Hanouna pour se détendre. Elle le trouve marrant. Les invités se vannent, se font des blagues, s'engueulent, et puis il y a des gens intéressants, comme Jacques Cardoze qui explique le fonctionnement de *Complément d'enquête* sur France 2. Il en a été le rédac chef plusieurs années, alors il sait de quoi il parle. Quand il évoque le fait que le service public refuse d'enquêter sur La France insoumise, Céline est hors d'elle. Pourquoi le service public est-il militant ? *« Je ne paie pas ma redevance pour financer Mélenchon. Ah çà ! pour critiquer le Puy du Fou y a du monde. Mais pour les sujets qui fâchent, n'y a plus personne chez les journaleux ! »* Céline a hâte de découvrir la contre-enquête promise par Hanouna.

Le lendemain, à 7 heures, Europe 1 la réveille : *« Le plan d'Emmanuel Macron pour remettre du bleu dans les campagnes avec la création de 238 nouvelles brigades. L'explosion des demandes d'asile. Elles ont plus que doublé en dix ans... La plupart des candidats à l'exil le sont pour des raisons strictement économiques »*. Céline sait déjà de quoi elle parlera avec ses collègues pendant la pause-café. ●

Mon oncle Benjamin Un pavé utile

JÉRÉMIE DEMAY

180 ans après sa première publication, *Mon oncle Benjamin* reste en prise avec nos questions contemporaines. Les inégalités, la lutte contre le mépris du peuple, la défense des libertés…

Pour Georges Brassens, c'était un test d'amitié. Quand il commençait à s'entendre avec quelqu'un, il posait souvent la même question : « *As-tu déjà lu Mon oncle Benjamin ?* » Il s'est expliqué sur ce comportement déroutant : « *Dans Mon oncle Benjamin, il y a tout !* » Difficile de donner tort à Brassens. Ce roman, paru il y a tout juste 180 ans, est tout simplement un monument de la littérature française. Malheureusement, presque inconnu dans notre pays, il est une référence notamment en Allemagne, d'après Lucien Descaves, dans sa préface du livre (réédition de 1911).

Dans cette histoire, l'auteur, Claude Tillier, raconte un morceau de la vie de Benjamin Rathery, médecin dans la Nièvre, au XVIIIe siècle. Cet homme de science ne se veut ni sachant ni savant, mais il est avant tout humaniste, altruiste, et surtout viscéralement amoureux des libertés. Un peu comme Claude Tillier lui-même d'ailleurs… Une confusion entre l'auteur et son personnage qui se retrouve presque à chaque page. Dépeint-il la société de Louis XV ou celle de Louis-Philippe ? Ce stratagème lui a-t-il permis d'éviter la censure ? Claude Tillier se moque de la domination de la noblesse et de la bourgeoisie. Il se met en colère, dans son journal *l'Association* où *Mon oncle Benjamin* a d'abord été publié, pour dénoncer la misère du peuple (notamment celle des flotteurs de bois à Clamecy), les injustices, les traditions absurdes, mais surtout il prend sa plume la plus acide pour brocarder l'idiotie des notables de province. *Mon oncle Benjamin* mélange allègrement pamphlet, sens de la formule, mais c'est avant tout une longue déclaration d'amour à la vie, aux libertés, à la camaraderie, aux bonnes bouffes, au bon esprit.

Dans la première partie, Claude Tillier ne semble pas parler de l'oncle Benjamin, mais dresse une sorte de testament philosophique sur le cours de la vie. L'auteur le confesse d'ailleurs : « *Ce que je viens de vous dire, vous le prendrez pour une idée philosophique ou pour un paradoxe, cela m'est certes bien égal. Mais je vous prie au moins de l'agréer comme une préface, car je ne saurais vous en faire une meilleure, ni qui convienne mieux à la triste et lamentable histoire que je vais avoir l'honneur de vous raconter.* » Le propos de cette introduction, malgré ses 180 ans d'âge, s'avère d'une étonnante modernité. Claude Tillier parle du blasphème : « *Que trouve-t-il donc de si agréable dans cette insipide succession des nuits et des jours, de l'hiver et du printemps ? (…) Si Dieu n'a pu faire mieux, c'est un triste ouvrier, et le machiniste de l'Opéra en sait plus que lui. (…) Je n'ai pas peur qu'il aille réclamer contre moi à la jurisprudence Bourdeau des dommages-intérêts, de quoi faire bâtir une église, pour le préjudice que j'aurai porté à son honneur. (…) Je sais bien que messieurs du parquet sont plus chatouilleux à l'égard de sa réputation qu'il ne l'est lui-même. (…) Ont-ils une procuration signée Jéhovah qui les y autorise ? (…) Qu'est-ce qui prouve d'ailleurs, à ces messieurs, que Dieu a été offensé ? Il est là présent, attaché à sa croix, tandis qu'ils sont, eux, dans leur fauteuil. Qu'ils l'interrogent ; s'il répond affirmativement, je consens à avoir tort.* » Claude Tillier parle également de « *l'homme constitutionnel* » pour moquer tous ces types préférant la coquetterie d'une redingote à l'élégance de l'humanisme et de l'égalité. « *Il est hypocrite, avare et profondément égoïste ; à quelque question qu'il se heurte le front, son front sonne comme un tiroir plein de gros sous.* » Et il achève l'homme constitutionnel : « *Aucun sacrifice ne coûte à l'homme constitutionnel pour assouvir sa manie de paraître quelque chose.* » Pourquoi autant de méandres narratifs ? Tout simplement pour mettre en valeur le charme de l'oncle Benjamin. Ce médecin qui « *avait fort peu de confiance dans la médecine ; il disait souvent qu'un médecin avait assez fait quand il n'avait pas tué son malade* ».

L'oncle Benjamin ne roule pas sur l'or. Il a même plusieurs dettes, mais cela ne lui coupe ni le sommeil ni l'appétit. Son coup de fourchette et son lever de coude sont légendaires : « *Toutefois mon oncle Benjamin n'était pas ce que vous appelez trivialement un ivrogne, gardez-vous de le croire. C'était un épicurien qui poussait la philosophie jusqu'à l'ivresse, et voilà tout. Il avait un estomac plein d'élévation et de noblesse.* »

Mais un roman sans histoire d'amour serait triste comme un verre d'eau. La sœur de l'oncle Benjamin souhaite le marier à la fille d'un autre médecin (qui fait son diagnostic en regardant l'urine de ses patients…), mais Benjamin fuit l'engagement de peur de perdre sa liberté. S'ensuit toute une histoire épique qui ne peut être résumée en quelques lignes, tant la richesse et l'énergie du vocabulaire ne mériteraient pas une telle offense. En tout cas, après avoir terminé le livre, l'introduction prend tout son sens. Elle est un concentré de l'esprit du roman et de celui de Claude Tillier. Inattendu, bénéfique, satirique, corrosif, intelligent, révolutionnaire, 180 ans après sa première publication, *Mon oncle Benjamin* demeure plus que jamais d'actualité, comme le prouve ce dernier extrait : « *Quiconque a semé des privilèges doit recueillir des révolutions.* » Décidément, *Mon oncle Benjamin* est un pavé utile. ●

Mon oncle Benjamin au cinéma

Le livre n'a connu qu'une interprétation au cinéma. C'était en 1969 avec la réalisation d'Édouard Molinaro. Pour incarner l'oncle Benjamin, il a eu le bon goût de recruter Jacques Brel. Ce rôle est une évidence pour le chanteur. Il n'a eu à forcer ni son énergie ni son appétit de la vie. Même si le film prend quelques libertés avec le livre, il reste très agréable à regarder. Malheureusement aujourd'hui quel réalisateur oserait s'attaquer à cette œuvre ? Dans notre société où le politiquement correct est devenue une religion, Mon oncle Benjamin pourrait pourtant permettre de réveiller quelques consciences. ///

11 SEPTEMBRE 1973, COUP D'ÉTAT AU CHILI
IL PLEUT SUR SANTIAGO…"*

Le mardi 11 septembre 1973, dans un contexte de crise politique, sociale et économique, le gouvernement du président démocratiquement élu Salvador Allende (socialiste) est renversé par un coup d'État militaire planifié et dirigé par le général d'armée Augusto Pinochet. Le pays plonge dans une dictature sanglante qui va durer près de vingt ans.

* Nom de code utilisé par les putschistes le jour du coup d'État.

GEORGES KAPLAN

Salvador Allende, candidat de l'Alliance de gauche[1] à l'élection présidentielle de 1970 est élu nouveau président du Chili le 4 septembre 1970, à l'issue d'un scrutin particulièrement serré. Il est investi dans ses fonctions le 4 novembre. Allende a obtenu 36,3 % des voix devançant son adversaire Alessandri, du Parti conservateur de 1,5 point seulement (34,9 %) ainsi que le démocrate-chrétien Radomiro Tomic (27,9 %). 65 % de Chiliens n'ont donc pas voté pour lui ! Il n'y a pas de majorité absolue, et, particularité constitutionnelle chilienne, c'est donc au Congrès qu'il revient de choisir celui qui sera élu à la présidence, l'usage étant de nommer le vainqueur des élections. La gauche et le centre font élire Allende président de la République par 153 voix contre 35.

UN PAYS DIVISÉ, UNE ÉCONOMIE EN CRISE

Le nouveau président arrive à la tête d'un pays et d'une société fracturés. Entre le 4 septembre et le 4 novembre, les opposants au nouveau régime ont procédé à des retraits massifs de capitaux, la production industrielle a chuté, l'approvisionnement marque le pas et le marché noir des devises s'est emballé : la situation économique s'est donc tendue. Allende entend mettre en application un programme social d'envergure et nationaliser les grands secteurs de l'économie (mines, grandes exploitations agricoles, transports routiers notamment, secteur fondamental dans un pays qui fait près de 4 300 km de long) pour en finir avec une trop grande disparité de revenus, une redistribution inexistante, une inflation chronique. Comme il le déclare : *« Le Chili vient de donner la preuve au monde entier de son haut niveau de conscience et de développement politique. Il permet à un mouvement anticapitaliste d'assumer le pouvoir par le libre exercice des droits civiques […] Nous en finirons avec les monopoles qui livrent à quelques familles le contrôle de l'économie […] Nous allons mettre en œuvre une authentique réforme agraire. Nous en terminerons avec le processus de dénationalisation de nos industries qui nous soumet à l'exploitation étrangère. Nous allons restituer à notre peuple les grandes mines de cuivre, de charbon et de salpêtre. »*

Dès sa prise de fonction, le président Allende prend deux mesures sociales choc pour relancer l'économie : le plafonnement des prix des biens de consommation courante (alimentation notamment) et une augmentation de près de 40 % des salaires minimum. Si ces deux mesures sont très bien accueillies par les bénéficiaires, elles vont, par contre, dégrader une économie régulièrement fragilisée par une inflation chronique (de 20 % en 1971, elle passera à 180 % en 1972 !).

L'augmentation des dépenses publiques dans les secteurs de la santé, de l'éducation, du logement, des transports et de la

1. Partis communiste, socialiste, radical, social-démocrate, Action populaire indépendante Mouvement d'action populaire unitaire (Mapu) (aile gauche des démocrates chrétiens).

sécurité sociale soutiennent le processus. Le gouvernement Allende met en application son programme de nationalisations en s'attaquant aux grands latifundios (grandes propriétés agricoles).
Près de 10 millions d'hectares sont expropriés au profit de plus de 100 000 familles. Les propriétaires s'organisent et ripostent violemment. De décembre à mars, de nombreux affrontements ont lieu entre paysans et propriétaires terriens dans la région du Cautin (Sud).
La nationalisation du cuivre (principale ressource du pays) suit (votée à l'unanimité par le Parlement le 11 juillet 1971). Mais, si dans un premier temps, les entreprises américaines qui exploitaient les mines sont indemnisées, le gouvernement les suspend au regard des profits excessifs réalisés (les Américains sauront s'en souvenir...).
Cette politique porte ses fruits pendant un moment : le PNB augmente de plus de 8 % la première année, le chômage régresse, l'inflation paraît maîtrisée. Aux élections municipales d'avril 1971, l'Unité populaire récolte plus de 50 % des suffrages. Mais si Allende est très populaire dans les milieux ouvriers, paysans et chez les intellectuels, ça n'est absolument pas le cas avec la grande et la petite bourgeoisie (grands propriétaires, commerçants, professions libérales, petits patrons...). Progressivement, le déficit budgétaire s'accroît : (+ 33 % en 1971, + 42 % en 1972 et + 50 % en 1973). Le divorce est consommé avec les classes moyennes lorsque l'inflation explose (509 % en 1973 !). Les pénuries de nourriture et de biens de consommation s'aggravent, conséquence du blocus américain.

« Nous en terminerons avec le processus de dénationalisation de nos industries qui nous soumet à l'exploitation étrangère. Nous allons restituer à notre peuple les grandes mines de cuivre, de charbon et de salpêtre. » **Salvador Allende**

CRISE POLITIQUE PERMANENTE

Dès 1971, Allende doit faire face à une guérilla juridique et constitutionnelle quasi permanente : obstruction parlementaire diverse, amendements infinis, anticonstitutionnalité de certaines mesures. La droite déploie une énergie hystérique pour entraver le programme gouvernemental. Et se renforce le 4 mars 1973 aux élections législatives : l'opposition, regroupée dans l'alliance électorale Confederación de la Democracia, remporte la majorité des sièges au Parlement. En 1972, l'Unité populaire (qui, en principe, soutient le gouvernement Allende) se fissure : à la ligne réformiste et légaliste s'oppose une ligne contestataire, menée par le MIR[2] et des groupes d'extrême gauche. Sa principale composante, le Partido Socialista, est également agitée de plusieurs courants. En mai, Salvador Allende réussit à s'imposer à la ligne plus radicale de Carlos Altamirano, secrétaire général du parti. À cette division à gauche viennent s'ajouter de nombreuses grèves dans les usines, initiées par les comités ouvriers populaires qui considèrent qu'Allende ne va pas assez loin et pas assez vite dans son programme de réformes.
Au printemps 1973, la crise politique s'intensifie. Pour faire pression sur le gouvernement, la démocratie chrétienne de Patricio Aylwin initie un grand mouvement de grève avec les mineurs d'El Teniente puis les transports publics, les petits commerçants, les professions libérales et enfin les camionneurs. Le pays est bloqué. Aylwin accuse Allende de *« trahir la classe ouvrière qu'il avait promis de défendre »*. Un comble venant d'un leader de la droite conservatrice !
Ce mouvement de grève sera en définitive un échec, mais aura contribué à fragiliser un peu plus le gouvernement d'Allende. À cette situation déjà critique vient s'ajouter un climat de grande violence : les assassinats politiques (de l'extrême gauche à l'extrême droite) rythment l'actualité chilienne de 1970 à 1973. En octobre 1970 (entre l'élection et l'investiture de Salavdor Allende), lors d'une première tentative de coup d'État par l'extrême droite militaire (soutenue par la CIA), le commandant des forces armées chiliennes, le général René Schneider (modéré), est assassiné alors qu'il vient d'affirmer la neutralité politique de l'armée. Le 8 juin 1971, Edmundo Pérez Zujovic, ancien vice-président et ministre démocrate-chrétien, est assassiné par un groupe d'extrême gauche, Vanguardia Organizada del Pueblo. Le 27 juillet 1973, Patria y Libertad (groupe d'extrême droite), assassine le chef de la maison militaire de S. Allende, le capitaine Arturo Araya. Le pays est au bord de la guerre civile. En raison du climat de violence, le gouvernement se résout à proclamer l'État d'urgence.

LA CIA À LA MANŒUVRE

Depuis la révolution cubaine, les États-Unis ne veulent plus entendre par-

2. Movimiento de Izquierda Revolucionaria : le Mouvement de la gauche révolutionnaire est un parti politique chilien d'extrême gauche fondé en octobre 1965 par des syndicalistes et des étudiants, dont le neveu de Salvador Allende, Andrés Pascal Allende. S'il soutient l'UP d'Allende dans un premier temps, il se tourne progressivement vers des actions plus violentes et des attentats contre les militaires et les forces de police. Après le coup d'État, la junte militaire démantèle l'organisation, arrête, torture et élinime l'essentiel de ses militants. Le mouvement se reconstitue après la dictature dans les années 1990 et évolue vers des positions plus réformistes.

ler d'un quelconque gouvernement de gauche dans ce qu'ils considèrent comme leur pré carré : le continent latino-américain.
En conséquence, les orientations socialo-communistes d'Allende ne peuvent que hérisser les Américains qui n'acceptent pas non plus les nationalisations de leurs activités minières. Dès l'élection d'Allende, la CIA va travailler à saper l'autorité et l'action gouvernementale de l'Unité populaire. La CIA finance et arme à coups de millions, les groupes d'extrême droite, paie les salaires des transporteurs routiers grévistes, soutient et équipe les militaires chiliens (13 millions de dollars en 1972). De plus, les USA organisent un blocus économique du Chili dès 1972. L'objectif c'est l'asphyxie économique du pays : organiser le chaos économique et social pour faciliter l'arrivée d'un régime autoritaire favorable à leurs intérêts. Au Chili, à cette époque, le téléphone c'est ITT Corporation (70 % des actions de la compagnie chilienne du téléphone et paravent des activités de la CIA au Chili), entreprise qui bénéficiait donc d'une situation parfaite pour espionner, contrôler et interrompre les télécommunications du pays. Le 21 mars 1972, le journaliste américain J. Anderson rend publique une correspondance secrète entre de hauts responsables de ITT Corporation et la CIA, qui met en évidence une conspiration visant à renverser le gouvernement chilien.

LES MILITAIRES ATTENDENT, IMPATIENTS, EN COULISSE…

Dès son arrivée au pouvoir, Salvador Allende tente d'écarter la haute hiérarchie militaire de toute tentation de jouer un rôle dans la conduite des affaires de l'État. Pour ce faire, il mise sur ses bonnes relations avec certains officiers supérieurs, via la franc-maçonnerie, pour neutraliser l'armée. Mais c'est sans compter avec la fraction autoritaire de l'armée qui exerce une grande influence à l'état major.
Première erreur : Allende qui connaît un peu Pinochet et le croit loyaliste, lui offre le poste de commandant en chef de Santiago. « *J'ai accepté en sachant très bien que le pays allait vers la débâcle,* confiera le général après son coup d'État. *Mais j'étais mieux à ce poste pour servir le Chili que chez moi.*» Jusqu'au coup d'état du 11 septembre 73, ça n'est pas moins de sept tentatives de putsch qui vont se succéder. À chaque fois démantelées par les généraux loyalistes qui ont de plus en plus de mal à contenir les unités rebelles anti-Allende. La dernière tentative du 29 juin 73 (« El Tanquetazo »), se caractérise par le soulèvement d'un régiment de blindés, qui fait le siège du palais présidentiel de La Moneda. La révolte est réprimée par le général Prats (ami du président) et les forces armées légalistes. S. Allende demande au parlement, en conséquence, des pouvoirs extraordinaires, qui lui sont refusés. Les grèves contre Allende continuent. Les manifestations contre ou pour l'Unité populaire se succèdent à Santiago et dans les autres grandes villes chiliennes (Valparaiso, Viña del Mar, Temuco). Le 23 août, le général Prats, jusqu'ici ministre de l'Intérieur et chef d'état-major des armées chiliennes démissionne. Deuxième erreur : Allende appelle Pinochet, dont il ne soupçonne toujours pas la trahison, pour le remplacer.

PINOCCHIO[3] ENTRE EN SCÈNE

Le 11 septembre, c'est le coup d'État. Alors qu'Allende s'apprête à annoncer un référendum sur le fonctionnement des institutions politiques dans le but de rétablir l'autorité présidentielle, l'infanterie de marine se soulève à Valparaiso. La junte militaire se dévoile. Elle est composée de Pinochet pour l'armée de terre, de l'amiral José Merino et des généraux César Mendoza (carabiniers) et Gustavo Leigh (armée de l'air).
La clique militaire exige d'Allende qu'il démissionne et se rende. Les tanks convergent vers le palais présidentiel de La Modena, le bombardent, soutenus par la chasse chilienne. On propose à Allende un avion pour quitter le pays ; il refuse, des sources militaires encore fidèles le prévenant que l'avion doit s'écraser en mer après son décollage. Le président se barricade dans La Modena avec ses fidèles et informe de sa décision « *de résister par tous les moyens, même au prix de sa vie* ». L'armée réussit à prendre d'assault les émetteurs de la radio nationale en fin de matinée et coupe le discours du président. Personne n'a oublié l'image ci-dessus : un président démocratiquement élu, cas-

La CIA en Amérique latine

La CIA (Central Intelligence Agency) en charge des services de renseignement et d'espionnage extérieurs est fondée en 1947 sur les ruines de l'OSS. Cette organisation, indépendante de toute autorité gouvernementale entend, au nom de la croisade anti-communiste qui sous-tend la guerre froide, intervenir directement dans les affaires gouvernementales de ses voisins pour défendre les intérêts des États-Unis. La CIA sort rapidement du cadre de l'espionnage classique pour élaborer tout un arsenal de moyens pour influencer, contrôler les pays d'Amérique latine (élections truquées, coups d'État, assassinats politiques, soutien aux groupes armés, désinformation…). À son palmarès, citons le putsch contre le président élu Arbenz au Guatemala en 1954, remplacé par une dictature sanglante, du président Juan Bosch en République Dominicaine renversé en 1961, le soutien aux généraux putschistes brésiliens en 1964 et le putsch de Pinochet au Chili. Exception notable : Cuba où la CIA ne réussira pas à renverser Fidel Castro (ça n'est pas faute d'avoir essayé). On peut considérer qu'en 1979, la CIA est à l'origine de la mosaïque de dictatures qui terrorise le continent sud-américain (Argentine, Chili, Pérou, Paraguay, Uruguay…). Les services secrets de ces pays organisent en 1974 une internationale de la chasse aux opposants et de la torture sur tout le continent sud-américain : l'opération Condor. Opération qui bénéficiera bien évidemment du soutien et du financement de la CIA. ///

3. Nom de code de Pinochet pendant le putsch. Ça ne s'invente pas !

« «Nos communiqués minoraient systématiquement l'ampleur de la répression (...), Nous devions terroriser le peuple pour l'empêcher de se soulever. Le recours à la torture était systématique et les ordres venaient du plus haut niveau.» **Général Manuel Contreras, ancien chef de la Dina**

qué et armé défendant le palais présidentiel avec ses gardes du corps. Salvador Allende se suicide dans la soirée, les putschistes découvriront son corps dans les décombres auprès de son attaché de presse, le lendemain. À l'ambassade des États-Unis, on a sablé le champagne dès la soirée du 11...

"LA REPRESIÓN"

Après la prise de Santiago, les militaires craignent une résistance des partisans de l'UP. L'armée décide de frapper fort. En fait, l'opposition est faible, les armes stockées n'ont pas été distribuées, et peu de Chiliens sont prêts à défendre la démocratie. Seuls quelques cordones (quartiers populaires) se battront jusqu'au bout.

Galvanisée par son succès, l'armée de terre se lance pourtant dans une répression aveugle. D'abord dans les rues le 11 septembre. Les simples passants qui montrent leur opposition au coup d'État sont au mieux, tabassés, arrêtés, au pire abattus impitoyablement. On arrête, on rassemble (dans les stades, faute de place), on torture, on fusille. Des milliers de jeunes (étudiants, ouvriers) sont parqués, torturés, violés. Mais l'armée cible en priorité les militants communistes, socialistes, ceux du Mouvement de la gauche révolutionnaire (MIR) et du Mapu. Près de 2 000 personnes sont assassinées au cours du mois de septembre. Début octobre, on comptait au moins 7 000 prisonniers dans le Stado Nacional de Santiago. L'horreur et la sauvagerie des militaires semblent sans limites : le 15 septembre, le chanteur et compositeur Victor Jara, arrêté le 11, emprisonné au stade national, est exécuté après avoir été torturé et avoir eu les doigts coupés à la hache !

Dans un premier temps, la droite conservatrice se félicite du golpe et s'attend à ce que l'armée lui remette les clés du pouvoir. Elle va déchanter : la junte militaire dissout le Congreso nacional et s'attribue le pouvoir législatif. Dans la journée du 11 septembre, *« l'état de guerre interne »* est déclaré, le couvre-feu instauré. La liberté de la presse est supprimée, la censure rétablie. Si les conservateurs avaient encore des doutes quant aux intentions de Pinochet, ils sont vite fixés le 13 septembre : Pinochet est nommé président de la junte, la Constitution est suspendue, les partis politiques sont déclarés illégaux et leurs biens confisqués, les syndicats sont supprimés, les registres électoraux sont détruits.

La répression s'amplifie dans une deuxième phase. Des camps de prisonniers s'ouvrent un peu partout dans le pays. La répression s'abat de façon systématique sur les dirigeants, les membres et les sympathisants des partis et syndicats de gauche qui avaient participé à l'UP ou l'avaient soutenue. Journalistes, universitaires, fonctionnaires favorables à Allende sont arrêtés, torturés, disparaissent... Le général Sergio Arrellano Stark organise la « caravane de la mort ». Il entreprend le tour des camps militaires, et y impose une série d'exécutions sommaires. Le 1er juin 1974, Pinochet crée la Dirección de inteligencia nacional (Direction nationale du renseignement, DINA), abominable police politique de la dictature. Enlèvements, disparitions et tortures dans des centres « spécialisés », comme ceux de Villa Grimaldi, Tres Alamos, Calle Londres ou Borgono (pour la capitale), se multiplient. Les supplices de l'électricité, de la baignoire, de l'émasculation, de l'amputation des doigts et des oreilles deviennent monnaie courante. Cette stratégie de la terreur va s'appliquer au moins jusqu'en 1977. La répression frappe aussi les exilés : le général Carlos Prats, est assassiné le 30 septembre 1974 à Buenos Aires. Orlondo Letellier, ancien ministre des Affaires étrangères d'Allende est mortellement blessé dans un attentat à la voiture piégée en plein Washington en septembre 1976.

La nuit dictatoriale s'abat sur le Chili. Un demi-million de Chiliens prennent le chemin de l'exil vers le Mexique, le Canada, la France, l'Espagne et les pays scandinaves. Pinochet se fait nommer chef suprême de la nation, chef de l'État et enfin président de la République en décembre 1974. Il fait le ménage autour de lui en limogeant les officiers supérieurs dont il n'est pas sûr, laisse les clés de l'économie chilienne aux « Chicago boys » qui vont mettre en application le libéralisme le plus débridé avec des résultats consternants. Neuf ans après le coup d'État, le peso chilien a perdu 50 % de sa valeur, 30 % de la population est au chômage, la dette extérieure se monte à 18 milliards. Les classes moyennes sont ruinées.

Peu importe, Pinochet se maintient au pouvoir pendant encore dix-sept ans. Le 5 octobre 1988, un référendum (qu'il a organisé) se prononce à 56 % contre sa réélection. Le 14 décembre 1989, Patricio Aylwin est élu avec 52 % des voix contre le candidat de la junte. Pinochet quitte le pouvoir mais fait le ménage : il dissout sa police politique (la Dina) et disperse les archives. Un rapport officiel de 2 000 pages fait état de 2 279 personnes assassinées par des agents de la dictature, de 641 morts *« dans des conditions non élucidées »* et de 957 *« détenus disparus »*. Mais le nouveau président se garde bien de fâcher les militaires. Il ne fait rien pour accélérer les actions judiciaires. Quant à l'abominable général, il meurt dans son lit à 91 ans. Sans aucune poursuite, ni contre lui, ni contre ses complices. Aujourd'hui encore de hauts responsables chiliens osent affirmer que *« la démocratie chilienne n'est pas assez forte pour emprisonner 2 000 officiers coupables »*. ●

Dallas, 22 novembre 1963, plusieurs coups de feu claquent sur Dealey Plazza au passage du cortège présidentiel de John Fitzgerald Kennedy, venu dans cette ville en campagne pour sa réélection. Grièvement blessé, le 35e président des États-Unis meurt à l'hôpital une heure après. Retour et éclairages sur un dossier dramatique et confus, mais surtout déterminant dans le cours de l'histoire de l'Amérique de ces soixante dernières années.

22 NOVEMBRE 1963, DALLAS, 12 H 30...

GEORGES KAPLAN

Lorsque John Fitzgerald Kennedy prête serment sur la Bible devant le président de la Cour suprême et devient le 35e président des États-Unis à l'issue d'une élection qui s'est jouée sur le fil, s'il n'est pas encore en danger, il est en tout cas... attendu au virage. Son élection s'est jouée à cent mille voix près et les réseaux mafieux de son père Joe Kennedy ont pu faire la différence (sans qu'on puisse l'affirmer avec certitude). Néanmoins, nombreuses sont les figures de l'establishment politique, militaire, industriel et financier américain qui se méfient de ce catholique progressiste et charismatique et le considéreront rapidement comme l'homme à abattre, après quelques mois de pouvoir. En dépit d'une volonté affichée de contrer l'URSS sur la scène internationale, il souhaite la fin de la guerre froide. Le débarquement calamiteux de la baie des Cochons[1] à Cuba (avril 1961) et la crise des missiles d'octobre 1962 où il donne l'impression de reculer face à Khrouchtchev[2] vont, un temps, le discréditer aux yeux de l'opinion publique, mais surtout lui attirer les haines tenaces des conservateurs américains. D'autre part, Kennedy a clairement annoncé dans son programme de campagne (« la nouvelle frontière ») qu'il entendait changer le visage de l'Amérique sur le plan social, économique, international et en particulier sur le chapitre de la ségrégation raciale[3] pratiquée par les États du Sud (Louisiane, Mississipi, Alabama, Géorgie) à l'instar de l'apartheid sud-africain.

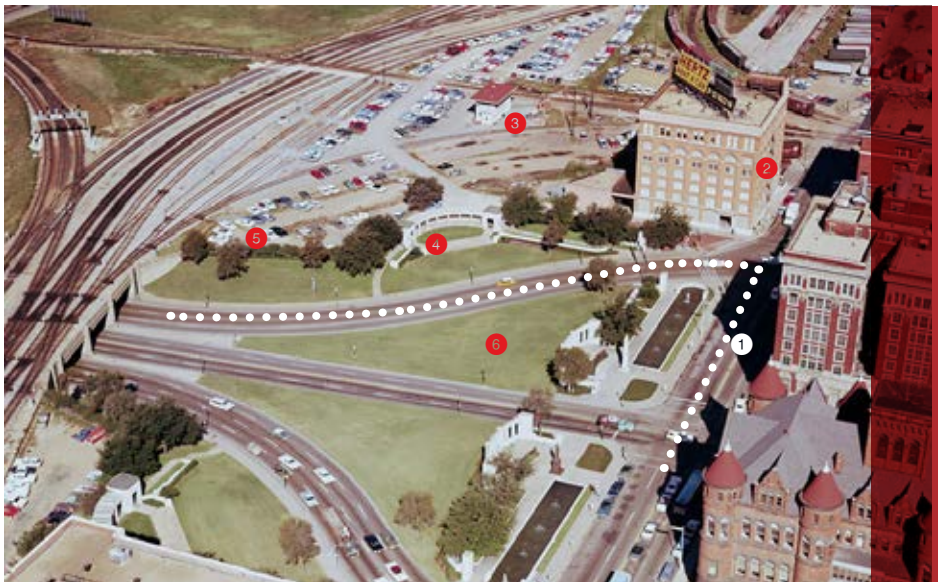
Avec des crises internationales d'ampleur, une politique d'intégration des noirs américains difficile à mettre en place, une reprise du dialogue Est-Ouest pour dénucléariser, un commencement de retrait du Vietnam, une guerre judiciaire ouverte avec certains barons de la mafia, les trois années d'exercice de son mandat vont singulièrement élargir le cercle de ses ennemis les plus déterminés.

DEALEY PLAZZA, DALLAS, 12 HEURES

Le président est à Dallas, ville hostile, dans le cadre de sa campagne pour sa réélection. Mais c'est une foule chaleureuse qui l'accueille. Il est midi passé, la Lincoln présidentielle qui transporte Kennedy, son épouse Jackie, le gouverneur du Texas Connally et son épouse s'approche de Dealey Plazza, carrefour en périphérie de la ville, encadré par un triage ferroviaire et quelques immeubles administratifs. La voiture n'a pas son bulbe de plexiglas amovible...

12 h 15 : Lee Bowers, aiguilleur ❸, observe de son poste le parking voisin où plusieurs hommes s'approchent de la

palissade ❺ en portant des fusils.
12 h 20 : plusieurs témoins sur l'esplanade centrale ❻ aperçoivent des fusils dépassant d'une fenêtre du 5e étage de l'immeuble du dépôt de livres scolaires (Texas school books depository) ❷ qu'ils prennent pour des agents de sécurité en poste.
12 h 25 : plusieurs témoins voient un homme ouvrir et fermer plusieurs fois un parapluie noir sur l'esplanade (il fait beau et très doux à Dallas ce jour-là).
12 h 28 : la voiture présidentielle arrive sur Houston Street, ❶, puis tourne sur Elm Street à 20 km/h.
12 h 29 : Abraham Zapruder ❹, spectateur placé près des colonnades, déclenche sa caméra 8 mm (ce simple film amateur aura une importance capitale par la suite parce qu'il va crédibiliser la thèse de plusieurs tireurs, donc d'un complot [4]).
12 h 30 : un premier coup de feu claque dans l'air, derrière la voiture présidentielle déjà engagée sur Elm Street. Kennedy tourne la tête à droite.
Deuxième coup de feu, de face, Kennedy porte les mains à sa gorge.
Troisième coup de feu qui touche Kennedy dans le dos et le projette en avant.
Quatrième coup de feu qui touche le gouverneur Connally dans le dos, qui s'exclame *« Mon Dieu, ils vont tous nous tuer ! »* (en fait Connally, qui survivra à ses blessures, sera touché de cinq impacts, ce qui lui fera affirmer que la présence d'un seul tireur est une aberration).
Cinquième coup de feu, de derrière, qui vient se perdre dans une pile du pont en blessant James Teague d'un éclat de béton.
Sixième coup de feu, décisif, qui frappe Kennedy près de la tempe sur la droite et lui emporte l'arrière du crâne. La voiture accélère et emporte le président mourant au Parkland Hospital. Il ne s'est pas écoulé plus de sept secondes depuis le premier coup de feu.
12 h 32 : l'agent de police Joe Smith, se rue vers la palissade (comme beaucoup de témoins du reste) d'où il voit encore la fumée des coups de feu. Il arrête un individu qui brandit un badge des services secrets en prétendant assurer la sécurité de la zone.
12 h 40 : la police se décide à investir l'immeuble du dépôt des livres scolaires. Elle y trouve un fusil Mannlicher Carcano et trois douilles au cinquième étage.
12 h 44 : la police de Dallas diffuse à la radio le signalement de Harvey Oswald, employé au dépôt de livres scolaires du Texas (sur quels éléments d'identification ?).
13 heures : les médecins du Parkland Memorial Hospital constatent le décès de Kennedy.
13 h 33 : annonce officielle du décès du président Kennedy.
13 h 50 : arrestation de Lee Harvey Oswald dans un cinéma. Âgé de 24 ans, c'est un ancien membre du corps des Marines. Après son départ de l'armée, il a émigré en Union soviétique d'où il est revenu en 1962. D'après la CIA et le FBI, il est connu pour des activités pro castristes, fantaisistes du point de vue de certains enquêteurs, qui voient en Oswald plutôt un médiocre agent provocateur de la CIA (ce que la CIA a toujours catégoriquement nié).
14 h 10 : le corps de Kennedy est brutalement exfiltré de la morgue du Parkland Hospital par les agents des services secrets, pour être embarqué à bord d'Air Force One, direction Washington, qui décolle à 14 h 40.
Oswald est inculpé dans la nuit du 23 novembre de l'assassinat du président Kennedy en plus de celui de l'assassinat de l'agent de police Tippit survenu dans l'après-midi (histoire de bien charger le profil du suspect). Il a le temps de lancer aux journalistes présents dans les couloirs : *« I'm only a patsy »* (je ne suis qu'un bouc émissaire). Sans avocat, Oswald est interrogé sans relâche toute la journée du 23 novembre. Transféré dans la matinée du 24 vers la prison, il est abattu dans le parking (en direct à la télé : ça, c'est un scoop !) par Jack Ruby, proxénète notoire et accessoirement indic de la police de Dallas. Les trente-six heures de l'interrogatoire d'Oswald n'ont été ni consignées, ni enregistrées. Il n'y aura pas de procès Oswald.
Le FBI du controversé J. E. Hoover est chargé de rassembler les éléments de l'enquête. Une commission d'enquête est constituée le 29 novembre sous l'autorité d'Earl Warren, président de la Cour suprême.



Vue aérienne de Dealey Plazza vers 1964. ❶ Parcours de la Lincoln présidentielle. ❷ Poste de tir présumé d'Oswald dans l'immeuble du dépot de livres scolaires. ❸ Poste d'aiguillage de Lee Bowers. ❹ Position du cinéaste amateur Abraham Zapruder. ❺ Palissade du talus surplombant Elm Street d'où plusieurs témoins voient partir des coups de feu. ❻ Position des témoins ayant vu les coups de feu de la palissade.

12 h 25 : un homme ouvre et ferme plusieurs fois un parapluie noir sur l'esplanade (il faisait beau et très doux à Dallas ce jour-là).

LA COMMISSION WARREN : UNE FARCE JURIDIQUE

La commission présidée par le président de la Cour suprême Earl Warren, rend son rapport le 27 septembre 1964 et une conclusion plutôt mal ficelée : Lee Oswald a agi seul ; il n'avait pas de complice ; il a tiré trois fois, du cinquième étage du dépôt de livres scolaires ; une balle a manqué la limousine et deux balles ont touché le président (une au cou, une à la tête) ; l'une de ces deux balles l'a frappé dans le haut du dos, est ressortie par la gorge et a ensuite causé les blessures du gouverneur Connally (!).

1. Opération militaire de débarquement à Cuba d'anti-castristes préparée en sous-main par la CIA qui se solde par un échec cuisant. Kennedy, mal informé, avait donné son accord à Allen Dulles, patron de la CIA, mais il lui refusera un appui aérien officiel, ayant compris qu'il avait été manipulé. Dulles sera sèchement viré après cet échec qui avait mis les USA et Kennedy dans une position humiliante. **2.** La crise des missiles de Cuba se déclenche lorsque les Américains identifient la présence de missiles nucléaires russes sur le sol de Cuba à moins de 250 km des côtes américaines. Après un ultimatum aux Russes, qui retireront les dits missiles dans le cadre d'un accord secret, les Américains renonceront à toute tentative d'envahir Cuba. **3.** Le programme de suppression de la ségrégation sera conduit par son frère et conclu sous la présidence de son colistier Lyndon B. Johnson. **4.** Ce film de quelques minutes sera présenté au public américain en 1969 (procès de Clay Shaw) une première fois, puis en 1977 sur les grands Networks (CBS, NBC).

La commission Warren consacrait, malgré elle, la légende de la « balle magique ». Au mépris des incohérences les plus manifestes.
En récusant tous les témoignages qui ne confirmaient pas ses conclusions, en s'appuyant sur des expertises tronquées et bâclées, sur une autopsie grossièrement falsifiée, en écartant des pièces essentielles de l'enquête, ce rapport enterrait l'affaire et Kennedy une deuxième fois. Trois des sept membres de cette commission (le sénateur Richard Russel et les représentants John Cooper et Hale Boggs) contesteront par voie de presse ce document qu'ils considéraient comme une mascarade et une parodie d'expertise. Au passage, on peut rester, de plus, interloqué, lorsqu'on apprend la présence de Allen Dulles, ancien patron de la CIA, au sein de cette commission. Celui-là même que Kennedy avait viré après le lamentable échec de la baie des Cochons.

ALORS QUI ?

Depuis près de soixante ans, journalistes, avocats, universitaires, enquêteurs plus ou moins éclairés ont produit une masse de littérature sur le sujet sans produire de coupables convaincants. Entre les témoins visuels de Dealey Plazza dont les affirmations contredisaient le rapport Warren, ceux qui se rétractèrent, les obstinés, citoyens sincères, qui payèrent de leur vie leur volonté de témoigner, les enquêteurs officiels (ou non) n'ont jamais pu aller au-delà du cercle des premiers témoignages pour incriminer un groupe d'individus, une institution ou une entreprise. Seul, le procureur Jim Garrison de la Nouvelle-Orléans ouvrira une enquête sur l'assassinat de Kennedy en inculpant Clay Shaw (1969), notabilité locale, ancien agent de la CIA et contact d'Oswald dans cette ville.
D'autres se sont perdus sur des pistes fumeuses : on a parlé de la mafia (qui avait, par contre, vraiment un mobile au vu des multiples poursuites contre ses parrains par Bobby Kennedy).
On a cité Fidel Castro (hypothèse qui a encore la faveur de certains historiens égarés), coupable idéal dans le contexte de guerre froide de l'époque. Les Russes (tant qu'à faire...). Les anti-castristes cubains réfugiés aux USA (eux, avaient quelques motifs d'en vouloir à Kennedy après la baie des Cochons), les dirigeants de la CIA (Dulles), le FBI avec le nuisible J. E. Hoover (qui vouait une haine tenace aux Kennedy mais qu'ils n'ont jamais pu éjecter de son poste), des généraux du Pentagone, voire son vice-président Johnson (les deux hommes se détestaient cordialement). Jean Michel Charlier (scénariste et documentariste) a même désigné dans une enquête de 1983, le seul Lamar Hunt, milliardaire pétrolier texan qui exécrait les Kennedy qui le visaient dans le cadre d'une enquête anti-trust.
Ça n'est pas lui. Ce sont peut-être eux...
On n'en est réduit qu'aux hypothèses vraisemblables (c'est court, je vous le concède mais il faudra faire avec). Du fait des objectifs politiques, stratégiques et économiques de Kennedy à la fin de ce premier mandat, à un instant donné, au jour j, au plus haut niveau de l'État, de l'establishment politique, militaire et économique, un ou des représentants de ces institutions, de ces entreprises ont décidé d'éliminer le président démocratiquement élu de la première puissance occidentale parce qu'il menaçait directement leurs intérêts. Et ce, sans aucun état d'âme.

24 novembre 1963, assassinat en direct devant la presse d'Oswald par Jack Ruby dans le parking de la police de Dallas.

« Le qui et le comment, c'est pour amuser la galerie. Ce qui est important, c'est le pourquoi... »

ALORS, POURQUOI ?

Comme le dit Le mystérieux officier interprété par Donald Sutherland dans le *JFK* d'Oliver Stone : *« Le qui et le comment, c'est pour amuser la galerie. Ce qui est important, c'est le pourquoi... »*
Tout au long de ses trente-cinq mois de mandat, les positions du président Kennedy ont évolué sur de nombreux points. Après les humiliations de la baie de Cochons, de la crise des missiles, JFK entend mettre la CIA au pas : il veut en finir avec les « coups tordus », signatures habituelles de la maison (élections truquées, assassinats politiques, coups d'État pilotés...) révoque A. Dulles et certains généraux en charge des opérations spéciales. Mais surtout prépare la responsabilité pénale de ces derniers devant le Sénat en cas de conséquences diplomatiques des dites opérations.
Inadmissible pour les tueurs galonnés de la CIA. Kennedy fait ensuite fermer les bases d'entraînement anti castristes (supervisées par la CIA) en Louisiane et en Floride : on imagine la colère des militants anti castristes.
Sur la scène internationale, dès le printemps 1963, après y avoir été favorable, Kennedy ordonne le retrait des conseillers américains au Vietnam, considérant que les USA n'ont plus rien à faire sur ce théâtre d'opérations : *« Si nous n'avons pas su le faire à 250 km des côtes américaines, on ne le fera pas mieux à 7 000 km. »* Retrait qui pour les armuriers de l'US Army (Northtrop, Loockheed, Bell aircopter) va représenter des pertes sensibles. À l'époque, le budget annuel de la défense US, c'est 80 milliards de $ (une paille). De même, son soutien inconditionnel (avec son frère Bobby) à la lutte pour les droits civiques de Martin Luther King, qui se met péniblement en place, lui attire la haine hystérique des gouverneurs des États du Sud. À cette liste d'adversaires, il faudra ajouter les parrains de la mafia (Trafficante, Giancana, Hofa...) qui font l'objet de multiples procédures judiciaires, Robert Kennedy ayant décidé de les attaquer là où ça fait mal : leur portefeuille. Les suspects sont là. Leur collusion possible...
Certains historiens avancent qu'une *« collusion entre les officines anti castristes, la CIA et la mafia, excédées à la fois par les revirements de la politique de JFK sur le dossier cubain et par la répression contre la pègre par le ministère de la Justice mené par son frère Bobby, le retrait du Vietnam rend plausible un complot ayant abouti à l'assassinat. »*
Une première déclassification des documents du dossier a été autorisée par Trump en octobre 2017 (interrompue par le même en avril 2018), ce qui a au moins permis de démontrer l'inanité du rapport Warren au sujet des tirs mortels. Il faudra désormais attendre 2029 (c'est demain) pour pouvoir consulter l'ensemble des pièces du dossier... Pour y trouver quoi ? Des liasses de feuillets jaunis avec quelques lignes barrées de noir, mais peut-être privées de l'essentiel : l'identification des coupables. ●

LOURMEL
Agir ensemble pour mieux vous protéger

Nous sommes la protection sociale des industries du message imprimé et digitalisé

Vous protéger, c'est prévenir, assurer, accompagner, défendre.

Vous protéger, c'est se mobiliser, œuvrer chaque jour, au plus près de vos besoins.

Vous protéger, c'est agir.

Nous agissons avec vous, car face aux risques, nous sommes plus forts ensemble.

NOUS CONTACTER

VOUS ÊTES UNE ENTREPRISE

Pour la gestion de vos contrats Santé, Prévoyance, Retraite ou toute question :

01 40 60 20 00

Contact mail depuis notre page www.lourmel.com
ou via votre espace abonné

Pour souscrire un nouveau contrat en Santé, Prévoyance :

0 809 10 28 08 Service gratuit + prix appel — Du lundi au vendredi de 9h à 18h

contact-entreprises@lourmel.asso.fr

VOUS ÊTES UN PARTICULIER - SALARIÉ OU RETRAITÉ

Pour la gestion de vos contrats Santé, Prévoyance, Retraite ou toute question :

01 40 60 20 00

Contact mail depuis notre page www.lourmel.com
ou via votre espace abonné

Pour souscrire un nouveau contrat en Santé :

01 40 60 20 59

contact-entreprises@lourmel.asso.fr

Pour contacter le service Action & Soutien :

01 40 60 20 00

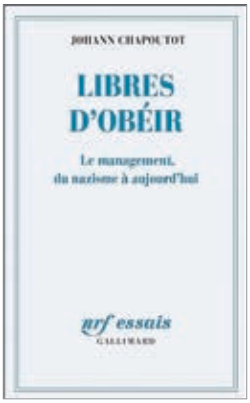
action-soutien@lourmel.asso.fr

GROUPE LOURMEL (Siret n° 399 111 228 00017), 108 rue de Lourmel 75718 PARIS Cedex 15 - www.lourmel.com - Tél. 01 40 60 20 00 - Fax. 01 45 54 28 42. Alliance professionnelle Retraite Agirc-Arrco - Institution de retraite complémentaire régie par le code de la Sécurité sociale – Institution Agirc-Arrco n°F 201 – Siège social : 7 rue du Regard 75006 PARIS - SIREN 775 670 532 ; CARPILIG/P (Caisse du Régime de Prévoyance de l'Imprimerie et du Livre, des Industries Graphiques et des métiers de la communication), régie par le code de la Sécurité sociale dans le cadre des dispositions de l'article L.911-1 et suivant du livre IX du code de la Sécurité sociale - SIREN 533 889 960 ; MGI (Mutuelle Générale Interprofessionnelle), soumise aux dispositions du livre II du code de la Mutualité - SIREN 437 994 205.

Crédit Photos : Gilles Decavel.

Management et nazisme

ANNE DUVIVIER



Non, il ne s'agit pas d'une outrance verbale… mais du sujet d'un petit livre passionnant de l'historien Johan Chapoutot, spécialiste du nazisme. Il nous montre que ce que nous considérons souvent comme des préoccupations, des expériences, un vocabulaire du management très contemporains, avait déjà cours dans l'Allemagne nazie (et même avant, dans l'armée prussienne de la seconde moitié du XIXe siècle, mais qu'elle a porté à son paroxysme). Les nazis, contrairement à ce qu'on pourrait penser, abhorrent l'État, qui pour eux n'est qu'une notion juive (le peuple de la Loi) importée par l'empire romain, renforcée par Louis XIV et Napoléon. La vie, selon eux, est *« un flux dynamique, de la même manière que le sang est un fluide »* quand l'État *« entrave pleinement la logique et la dynamique de la nature. Celle-ci, c'est bien connu, laisse dépérir ou fait mourir ce qui n'est pas viable »*, chômeurs, handicapés, opposants politiques, étrangers etc. État-Providence donc, contre loi biologique… ou perçue comme telle. Avec la guerre et l'annexion de nouveaux territoires, l'Allemagne a besoin d'une production sans cesse croissante, mais perd un grand nombre de *« ressources humaines »* (expression déjà employée à l'époque) avec tous les jeunes hommes mobilisés dans l'armée. Il lui faut donc *« faire plus avec moins en faisant mieux* . *« Simplification »*, *« performance »*, *« responsabilité »*, *« rentabilité »*, *« flexibilité »*, *« adaptabilité »*, *« créativité »* sont les mots d'ordre en vigueur. Pour stimuler la productivité, on encourage le bien-être au travail et ainsi se crée ainsi la Kraft durch Freude, *« la force par la joie » « que l'on peut définir comme un immense comité d'entreprise à l'échelle du Reich tout entier » :* concerts de musique classique dans les entreprises, bibliothèques, salles de sport, de convivialité, réflexions sur l'ergonomie, la décoration, la nutrition, loisirs… Accessoirement, on ne dédaigne pas recourir à d'autres formes de stimulants : *« La consommation massive de méthamphétamines, sous la forme de pilules de Pervitin prescrites aux ouvriers et aux soldats, afin d'accroître leur temps de veille, leur acuité psychologique et leur présence physique en témoigne. »* Le tout, bien sûr, à l'usage exclusif de la « race » allemande – à condition que le travailleur soit en bonne santé, adepte du sport et pas tenté par la réflexion critique – les autres peuples réduits au servage dans le meilleur des cas.

Le principal auteur de ce système, est Reinhard Höhn, *« une sorte de Josef Mengele du droit »*. Docteur en droit, écrivain prolifique et général SS, il échappe à la justice en 1945 et réapparaît dans l'Allemagne de l'après-guerre, toujours en tant qu'expert en management, ayant prudemment gommé de son discours toute allusion raciste et antisémite. Il fonde en 1956 l'académie des cadres de Bad Harzburg, qui va contribuer puissamment au *« miracle économique allemand »* en formant quelque 700 000 cadres des principales sociétés allemandes (Aldi, Bayer, Telefunken, Esso, Krupp, BMW etc.). *« De manière tout à fait opportune,* observe Johan Chapoutot, *les conceptions du commandement et du management développées par Höhn et ses collègues dès les années 1930 se révélaient étonnamment congruentes à l'esprit des temps nouveaux »*. En l'occurrence, contre l'idée de lutte des classes, pente savonneuse vers le bolchevisme, la cogestion, le dialogue entre partenaires sociaux, la délégation de responsabilité, ce fameux modèle à l'allemande qui a prévalu si longtemps, où échouer dans sa mission équivaut à une défaillance personnelle, où la réflexion concerne les moyens, mais jamais la fin, *« où l'on est libre de réussir en exécutant au mieux, ce qu'on n'a pas décidé soi-même »*. Surprenante et intéressante continuité intellectuelle entre nazisme et modernité, et plus d'une résonance avec les courants actuels de management dit *« humaniste »*, *« bienveillant »* ou *« slow management »* souvent pernicieux…
Ici encore, c'est la fin qui importe. Et Johan Chapoutot fait l'hypothèse que nous devrons peut-être changer de regard, après ces décennies d'économie hautement productiviste sur notre organisation économique et les *« valeurs »* qu'elle trimballe. La destruction de la terre qu'elles ont généré risque de ne pas nous laisser le choix. ●

Libres d'obéir, Le management du nazisme à aujourd'hui,
Johan Chapoutot, NRF Essais Gallimard, réédition 2022, 16 €.

Jardins ouvriers, des oasis de vie

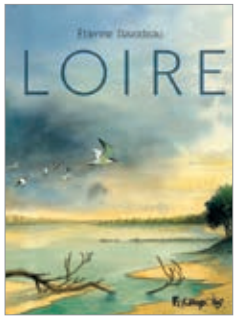
AD

« Nostalgie de l'enfance, le jardin a toujours été un refuge, rappelle aux urbains que nous sommes majoritairement, Raphaèle Bernard-Bacot, au terme de sa charmante promenade dessinée des jardins ouvriers. *Dans un monde en plein bouleversement, il devient urgent de le préserver, non seulement pour s'évader du fracas de notre époque, mais surtout pour se relier à la terre vivante et aux autres. Quand tout s'accélère, quoi de plus rassurant que la permanence des saisons et le cycle de la graine !*
À nous d'échafauder ce délicat équilibre entre la culture douce, la nature bien comprise et les aléas de notre existence pour rapporter de l'oxygène au paysage urbain et du lien social à nos vies citadines. »
Sur ce ton serein, empathique, l'auteure, formée aux arts graphiques nous emmène, à travers de nombreuses illustrations annotées joliment, anecdotes, photos d'archives et textes courts, à la rencontre des fleurs et des légumes du potager, de techniques et de conseils mais surtout des familles qui les cultivent, depuis cette belle invention des jardins ouvriers. On l'a oublié souvent – et même l'a-t-on jamais su ? – on doit l'idée à une certaine Félicie Hervieu, en 1889, à Sedan. Catholique sociale proche et soucieuse des familles ouvrières, elle-même sage-femme, elle se consacre à la mise sur pied d'un système favorisant l'autonomie, à rebours des pratiques d'aumône et de charité de l'époque. Au fil du temps, les jardins ouvriers vont devenir « familiaux », puis « collectifs » et continuent à se réinventer, toujours nourriciers et vecteurs de lien social. À pratiquer sans modération, partout… et lecture chaudement recommandée de ce petit livre qui réussit à mêler harmonieusement information, poésie, engagement, un exemple de permaculture littéraire en somme. ●

Jardins ouvriers, Jardins de demain, Promenade dessinée, Raphaèle Bernard-Bacot, Cours toujours, 2023, 20€.

Une belle histoire d'eau

AD



Loire et pas « la » Loire. Loire comme le nom d'un personnage, et c'est bien ce dont il s'agit dans la dernière BD d'Étienne Davodeau, dont chaque nouvelle publication est un cadeau.
Le fleuve qu'il aime, auprès duquel il a grandi et vécu une longue part de sa vie d'adulte, ne se contente pas de servir de simple cadre bucolique, mais y joue un rôle de premier plan.
L'histoire est simple, à première vue presque anecdotique. Agathe a invité, chacun personnellement, ses anciens amants, une tripotée apparemment. Tous ne sont pas au rendez-vous, à commencer par Agathe, pour la bonne raison qu'elle est morte.
Ultime surprise réservée par une celle qu'on devine avoir été aussi attirante que déconcertante, fantasque et libre, à l'image du fleuve. Les protagonistes qui ignoraient tout de l'existence les uns des autres, ou se connaissaient à peine, et dans ce cas pas spécialement enclins à approfondir leur relation, flottent entre deux eaux, dans cette situation étrange, et finalement fort instructive.
Si ce récit n'apparaît pas militant au premier abord, c'est qu'Étienne Davodeau n'emprunte pas cette fois pas au registre habituel du discours engagé. Il suggère au travers de magnifiques pages aquarellées d'une infinie délicatesse, souvent muettes, l'interdépendance des hommes et de la nature.
La Loire, omniprésente, change de couleur selon les heures, les jours, et aussi le regard de ceux qui la contemplent. Elle abrite tout un monde de branches et de fleurs, de bêtes à écailles, à plumes et à poils, d'embarcations. Elle transporte au sens propre comme au sens figuré, Louis, dérivant nu avec ses souvenirs, dans le courant, sous les étoiles, avant de le déposer en terre ferme mais loin de son point de départ… et de ses vêtements. Mais elle emporte aussi sans retour, José, qui atteint d'un cancer en phase terminale, choisit de ne pas mourir intubé dans une chambre d'hôpital. Un riverain observe tristement la baisse de son niveau, ses bancs de sable de plus en plus apparents. Sur ses berges, Laure a laissé sa vie d'avant pour devenir maraîchère. Jalil qui n'aime rien tant que l'avion commence à s'interroger sur sa pratique.
On lit *Loire,* comme accoudé à un parapet on regarderait le fleuve, charriant avec celles de l'auteur et de ses personnages, nos pensées, nos émotions, nos questions et notre désir de protéger toute cette vie fragile. ●

Loire, Étienne Davodeau, éditions Futuropolis, 2023, 20 €.

Sinsemilia

“La politique n’est pas l’apanage des partis”

Rencontre avec Mike, plus de trente ans de scène, auteur et interprète des textes de Sinsemilia. Le groupe a peu changé, sur le fond comme sur la forme. Naturellement militant, foncièrement solidaire, évidemment humain, Mike ne se prétend pourtant pas engagé, mais seulement « citoyen concerné ».

PROPOS RECUEILLIS PAR JÉRÉMIE DEMAY
NICOLAS B.

***Impac :* Dès le premier album (*Première récolte,* ndlr), les Sinsemilia sont très engagés…**
Mike : Non, je suis très mal à l’aise avec le mot engagement. Tout ça, ce ne sont que des textes. Et l’engagement, c’est bien plus que ça. J’ai trop de respect pour les militants que nous ne voyons pas et qui sont sur le terrain. Moi, je fais des chansons et en plus, je gagne ma vie avec ça. Nous sommes un groupe concerné, citoyen, mais engagé ça me gêne pour ceux qui sont sur le terrain. On ne sauve pas le monde avec nos chansons. Les gens qui agissent, eux, ils le font avancer. Avec Sinsé, nous avons toujours été sensibles au monde dans lequel nous évoluons. Nous sommes des amoureux du reggae qui est une musique socialement et politiquement concernée. C’est ce qui nous a plu. Ceux qui ne le connaissent pas pensent que le reggae c’est peace and love et je tire sur un joint. C’est bien plus que ça. C’est militant, religieux, afrocentriste…

Après le succès de *Tout le bonheur du monde,* tu as créé le label *Pas vu à la télé.* Pour quelles raisons ?
C’était profiter de la notoriété que nous avons eue avec *Tout le bonheur du monde.* Quand c’est sorti, plein de gens pensaient que nous étions un nouveau groupe. Pardon, nous étions là depuis quinze ans, nous avions des disques d’or, rempli des centaines de salles… Je me suis aperçu à quel point il y avait deux scènes en France. Celle qui passe à la télé et à la radio, et celle des festivals et des concerts. Je ne le vis pas comme un engagement.

C’est très solidaire…
J’avais envie d’interpeller les services publics. J’en avais beaucoup parlé avec le responsable musique de France 2 en lui disant *« Merde, pourquoi ces groupes, on ne les voit jamais dans vos émissions ? »* Mais de là à parler de solidarité…

Justement, en parlant de France 2, Sinsémila a détourné le JT de 13 heures… Comment ça s'est passé ?
On devait débarquer au journal de 13 heures, juste Riké et moi, pour jouer *Tout le bonheur du monde.* On nous l'a proposé la veille. J'étais tranquille à Grenoble, on avait quelques jours de repos dans la tournée, et je n'avais pas du tout envie d'y aller.
Je me suis dit *« Tiens, c'est en direct au journal de 13 heures. Chirac était président… et on a une chanson qui s'appelle* Bienvenue en Chiraquie… *Allez, on va y aller. »*
On a fait 15 secondes de *Tout le bonheur du monde,* et 1 minute 30 de *Bienvenue en Chiraquie.* Ça a créé un bordel sans nom. Je ne me suis jamais fait autant insulter de ma vie. Ils ont même coupé une partie du journal de France 2 en replay ! Leur censure a été une énorme erreur car ça a alerté tous les autres médias. Je n'aurais pas pu juste monter à France Télé, et chanter *Tout le bonheur du monde.* Si nous ne l'avions pas fait, ce n'était pas nous. Je me suis suffisamment plaint qu'en télé on nous empêche d'exprimer ce qu'on a envie de dire. Là, c'était du direct, personne ne pouvait nous en empêcher !

***Bienvenue en Chiraquie* va-t-il se transformer en *Bienvenue en Macronie* ?**
Ce n'est pas un projet. Je n'aime pas refaire ce que j'ai déjà fait. Ce n'est pas le même sujet, même si ça marcherait très bien. Sur Chirac, c'était sur le nombre de casseroles de notre président. Ce mec-là aurait dû finir en prison dix fois. On le sait tous. Il n'y a vraiment pas les mêmes lois pour tous. Ça marcherait pour Macron, mais pas pour les mêmes raisons. Quelque part sur Chirac, ça me faisait rire. Macron ne me fait pas rire. Ce ne sont pas les mêmes personnages.

S'engager c'est aussi chanter partout pour *« pisser sur la flamme »* (refrain de la chanson *La flamme,* ndlr), même dans des villes tenues par le Rassemblement national. Ça se passe comment ?
Le dernier passage à Hénin-Beaumont m'a fait froid dans le dos. C'est la première fois que je chante dans une salle qui a été inaugurée par Marine Le Pen. Ce jour-là, j'ai vu deux types filmer la salle pendant la chanson *La flamme.* Ils ne filmaient pas la scène, mais le public ! Ça m'a glacé le sang. J'en ai discuté avec Marine Tondelier (EELV) qui est de là-bas. Au moment du concert, elle était seulement élue de l'opposition. Elle m'a expliqué ensuite que bien sûr ils ont filmé pour savoir qui serait là et qui soutient le discours de Sinsemilia…
La première fois qu'on a chanté dans une ville FN, c'était en 1999, à Toulon. Il y avait un débat pour savoir s'il fallait y aller ou pas. Nous, on a fait le choix de jouer. C'est la première fois que j'ai vu toutes nos affiches de concert lacérées au couteau pour nous faire comprendre que nous n'étions pas les bienvenus. Ce n'était pas rassurant. En face, ce n'était pas peace and love. Fallait un peu de courage. Je mentirais si je disais que je n'ai pas eu peur.

Pendant les manifs anti-pass vaccinal, Florian Philippot avait repris *Tout le bonheur du monde.* Quel effet ça fait ?
J'ai détesté. Ça met la gerbe de regarder cette vidéo ! Bien sûr, nous n'avons pas donné notre autorisation pour ça. J'ai aussi détesté les commentaires de certains, notamment qui suivent les Sinsé *« oui, mais pour une fois il a raison… »* J'en sais rien s'il avait raison, mais ce n'est pas parce qu'une fois on sera du même avis que je vais accepter tout ce que je sais de ce monsieur. Il n'y a pas un cas où je défile à côté de lui, il n'y a pas un cas où je le laisse utiliser notre chanson.

> **“Tiens, c'est en direct au journal de 13 heures. Chirac était président… et on a une chanson qui s'appelle *Bienvenue en Chiraquie*… Allez, on va y aller.”**

Sinsemilia c'est plus de trente ans de carrière. L'engagement a-t-il évolué ?
Sur un album (*Tout ce qu'on a*, ndlr) on dit *« perdu nos illusions mais gardé nos convictions »*. Il y a de ça. Évidemment, nos textes sont plus nuancés qu'à 20 ans. On ne s'exprime plus forcément de la même façon. Plus la situation est sombre, et plus j'ai envie d'amener de la douceur, du sourire, de montrer du positif, de recréer des liens.

L'amour comme arme…
Ouais, il y avait déjà cette idée-là. On a un morceau, *Nourrissons nos cerveaux.* J'aurais pu dire à la place, *« qu'est-ce qu'on est con à tous s'abrutir les uns les autres »*.

Les partis politiques pensent avoir le monopole de la politique. Mais la politique c'est bien plus que ça. As-tu l'impression d'en faire ?
Juste par moments. Nous avons insisté sur le fait d'aller voter. Ça a touché beaucoup de gens dans notre public et cela en a convaincu certains. Des morceaux comme *La flamme* ont résonné dans la tête de personnes qui se posaient des questions. Par moments, dans ce que nous faisons, il y a quelque chose de politique. La politique n'est pas l'apanage des partis. ●

La tournée des saltimbanques

Après une tournée des festivals de l'été avec les Sinsemilia, Mike et son pote Riké partent jouer dans de petites salles pour parler de leurs souvenirs de saltimbanques, partout en France. Un spectacle drôle, inattendu, musical, qui offre surtout une parenthèse de bonne humeur et de simplicité. Les deux artistes, avec plus d'une dizaine de disques d'or au compteur, accueillent eux-mêmes les spectateurs. Un spectacle participatif, où même ceux ne connaissant pas les Sinsé sont heureux d'être dans la salle. Le partage de sourires juste pour le plaisir, est aussi une très belle forme d'engagement. ///

L'esprit Sinsé

Avant l'interview, avec Max, mon fils, on se promène dans les coulisses. Il voit les trombonistes et saxophonistes des Sinsé. *« Salut, moi aussi je joue du trombone » « Trop bien ! »* lui répondent-ils. Et les voilà partis dans une discussion sur la musique, l'apport du trombone, certains réglages… Bref, une conversation naturelle entre des musiciens professionnels… et un gamin de 10 ans. L'esprit Sinsé c'est le respect, la simplicité, la générosité. Plus d'une fois, des personnes sans moyens financiers ont été invitées à un concert, en toute discrétion, par Mike. Après le succès de *Tout le bonheur du monde*, combien d'artistes se seraient inventé une vie ? Pas les Sinsé. Ce n'est pas pour rien si leurs fans se retrouvent dans un groupe baptisé la Sinsé Family. ///

Errance macronienne

JÉRÉMIE DEMAY

Ça y est ! Après des années de réflexion, il est enfin possible de donner une définition du « en même temps » d'Emmanuel Macron. Le président peut tenir tous les plus beaux discours du monde et « en même temps » faire l'exact inverse. Les dernières semaines illustrent parfaitement la duplicité du chef de l'État. La souveraineté économique par exemple. Après la pandémie, promis, Manu avait pigé qu'il fallait arrêter de laisser fermer nos usines envoyées produire ailleurs. Las, quand les représentants de la papeterie de Condat frappent chez Bruno Le Maire, la seule réponse est une porte close. Après tout, il n'est question que de 187 emplois et d'une trentaine de millions d'euros d'argent public.

Autre dossier : l'environnement. Une autre papeterie est dans la tourmente. UPM Raflatac, implantée du côté de Nancy. C'est un peu le même scénario que chez Condat. Le groupe vide le carnet de commandes de sa filiale française, et explique que le site n'est plus rentable, pour mieux rapatrier l'activité en Pologne, où la main-d'œuvre est moins chère. Chez UPM, il transforme, entre autres, de la pâte à papier achetée en France, pour fabriquer des étiquettes pour les vignobles hexagonaux. Si les machines partent en Pologne, le papier sera encore acheté en France. Il voyagera en Pologne pour être transformé, puis reviendra chez nous pour habiller les bouteilles de vin. Résultat : un bilan carbone qui explose. À croire qu'Emmanuel Macron aime les catastrophes naturelles.

Dernière illustration récente du « en même temps » : la liberté de la presse. Le président lance les états généraux de l'information en grande pompe. Des mois de réflexion sont annoncés. Quelques jours plus tôt, une journaliste d'investigation sort d'une trentaine d'heures de garde à vue, son matériel a été saisi avec la bénédiction d'un juge d'instruction. Son crime : avoir fait son travail et révélé que l'armée française a aidé un dictateur à éliminer des civils. Une information secret-défense et pourtant d'utilité publique. Quelques morts, des principes républicains bafoués, et une presse muselée ne sont rien par rapport à des contrats signés !

Finalement, le macronisme c'est défendre l'emploi et « en même temps » laisser les usines fermer. C'est également se présenter comme le chevalier vert et « en même temps » augmenter le bilan carbone. C'est aussi discourir sur la liberté de la presse et « en même temps » empêcher les journalistes de travailler. Bref, la cohérence du vide. ●

Las, quand les représentants de la papeterie de Condat frappent chez Bruno Le Maire, la seule réponse est une porte close.

DIAGORIS

EXPERTISE

NOTRE EXPERTISE AU SERVICE DE VOTRE ENGAGEMENT

Cabinet d'Expertise Comptable Inscrit au Tableau de l'Ordre des Experts Comptables.

MISSIONS D'ASSISTANCE EN VUE DE LA CONSULTATION SUR:

La Situation Économique et Financière

ARTICLE L2323-12 DU CODE DU TRAVAIL

La Politique Sociale, les Conditions de Travail et l'Emploi

ARTICLE L2323-15 DU CODE DU TRAVAIL

Les Orientations Stratégiques

ARTICLE L2323-10 DU CODE DU TRAVAIL

01 42 17 04 15 – contact@diagoris.fr
43 Rue de Rennes, 75006 Paris

DIAGORIS.FR

SECAFI
GROUPE ALPHA

PROMETE'A
FORMATION EXPERTE & ENGAGÉE

À CHAQUE ÉTAPE DE VOTRE MANDAT D'ÉLU AU CSE, NOS EXPERTS SONT À VOTRE ÉCOUTE...

01 FORMATION	02 EXPERTISE	03 CONSEIL	04 NÉGOCIATION
Vous permettre de mieux connaître vos droits et moyens d'action	Vous éclairer sur la situation économique, financière, sociale et environnementale de votre entreprise	Vous permettre de mieux utiliser vos prérogatives selon les caractéristiques de votre entreprise	Vous outiller pour permettre de construire de meilleurs accords

Prometéa est l'organisme de formation qui regroupe les activités de formation des cabinets ATLANTES et SECAFI. Par cette réunion de nos expertises, nous avons l'ambition d'offrir à nos clients représentants des salariés toute la palette des formations nécessaires à l'exercice de leurs mandats comme :

- Rôle et fonctionnement du CSE
- Prévention des atteintes à la santé qui font l'objet d'une règlementation spécifique
- Analyse économique
- Implication des instances dans la RSE
- Situations de contentieux...

Cette réunion d'experts vous donnera accès aux meilleurs formateurs sur chacun des sujets, à des contenus rénovés et dynamiques grâce à une plateforme interactive d'accès aux supports de formation. Notre ambition est de vous proposer les programmes de montée en compétences les plus utiles à l'exercice de vos mandats.

AVEC NOS EXPERTS ET FORMATEURS, VOUS BÉNÉFICIEREZ DE :

40	≈300	15	8	2 500
ANS D'EXPÉRIENCE	EXPERTS PLURIDISCIPLINAIRES	SPÉCIALITÉS SECTORIELLES	IMPLANTATIONS RÉGIONALES	MISSIONS RÉALISÉES PAR AN

Pierre MARCO ● 06 79 66 08 72 ● contact@secafi.com ● www.secafi.com